

RELATIONS INTERNATIONALES

Libye : le rôle pas vraiment trouble de la Turquie en faveur des milices islamistes

16 juillet 2019

Rappel du contexte

Depuis la chute en 2011 du régime du dictateur Mouammar Kadhafi après une révolte populaire, la Libye est plongée dans le chaos avec de nombreuses milices qui font la loi et une lutte de pouvoir depuis 2016 entre le GNA (gouvernement légitime) et M. Haftar, à la tête d'une Armée nationale libyenne (ALN) autoproclamée.

Khalifa Haftar, rebelle soutenu par l'alliance constituée des USA – Arabie Saoudite – EAU, mène une offensive contre le gouvernement installé par l'ONU et reconnu par la communauté internationale depuis début avril.

Le gouvernement légitime est soutenu par l'alliance adverse : Turquie – Frères musulmans.

Le Maréchal Haftar se pose en champion de la lutte contre les jihadistes, mais son offensive sur Tripoli est toujours mise en échec par les forces de son rival, le Premier ministre Fayez al-Sarraj et les milices islamistes alliées.

De nombreux pays violent l'embargo sur les armes imposé par l'ONU à ce pays depuis 2011.

Poutine met en garde contre l'infiltration de jihadistes en provenance de Syrie ; sont-ils transférés par Erdogan ?

Vladimir Poutine, qui soutient le Maréchal Haftar, s'est dit "*préoccupé par l'infiltration*" en Libye de centaines de combattants armés djihadistes en provenance de la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie. Selon le compte twitter Turkeyaffaires, Poutine aurait "*fait allusion*" au fait que le régime d'Erdogan se chargerait du transfert de ces radicaux d'Idlib en Libye.

La Turquie livre des armes au GNA, qui est soutenu par les milices islamistes

Haftar accuse la Turquie d'ingérence en Libye et de violer l'embargo sur les armes.

Si Ankara n'est pas le seul pays ainsi impliqué en Libye, ses récentes livraisons d'armes et de drones armés à destination des milices de Tripoli leur ont permis de reprendre la ville stratégique de Gharyan des mains du général Khalifa Haftar.

Parmi tous les responsables étrangers impliqués dans le dossier libyen, Recep Tayyip Erdogan est le plus clair. Il a promis de faire tout son possible pour que les milices islamistes gagnent, en leur accordant des aides politiques, militaires, logistiques et de renseignements.

Le président turc accepte de soutenir sans réserve les Libyens venus le voir au début de la guerre de Tripoli. À savoir, le ministre de l'Intérieur Fathi Bachagha et d'autres responsables des Frères musulmans.

Les forces de Khalifa Haftar multiplient les frappes aériennes

L'aviation de l'armée nationale libyenne, dirigée par Khalifa Haftar, a renouvelé ses frappes ce lundi 15 juillet, visant des positions des forces du gouvernement d'union nationale à Tripoli à Gharyan, ville stratégique perdue par l'ANL il y a 2 semaines.

Depuis cette perte, l'ANL multiplie les frappes aériennes, surtout la nuit, ce qui semble être une stratégie en l'absence d'une percée sur le terrain. Car l'offensive contre Tripoli, lancée le 4 avril, dure depuis près de 100 jours.

Ces derniers temps, les généraux de l'ANL multiplient les déclarations annonçant la seconde phase de l'offensive. Visiblement, des renforts sont bien venus gonfler les rangs de l'ANL autour de la capitale. Une nouvelle salle de commandement vient d'être installée, ainsi qu'une piste militaire d'atterrissage à Tarhouna, à 60 km de Tripoli.

Afflux massif d'armes venant de l'étranger en Libye

Des explications « urgentes », voilà ce que demandait le Gouvernement d'union libyen à Paris après la découverte de missiles de l'armée française sur une base de Khalifa Haftar à Gheryan. Sachant que la France soutient le gouvernement d'union, reconnu par la communauté internationale.

Florence Parly, la ministre française des Armées, assure que ces missiles étaient hors d'usage. Ce sont des missiles qui appartiennent aux armées françaises, qui ont été achetés aux Américains.

Ces missiles avaient pour vocation d'assurer la protection d'éléments français de détachement, dont la mission était une mission de renseignement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Ces missiles, hors d'usage, étaient donc stockés dans un endroit destiné à, ensuite, permettre leur destruction.

Sources : AFP, RFI, France Info

Les gigantesques gisements gaziers découverts en Méditerranées orientale mettent la Turquie en colère

16 juillet 2019

Rappel du contexte

L'île de Chypre est située au sud de la Turquie. Or, de gigantesques gisements gaziers ont été découverts ces dernières années en Méditerranées orientale.

Cela aiguise l'appétit de Chypre, qui rêve de devenir à terme un acteur énergétique majeur.

Mais Chypre est divisée en deux depuis l'invasion du tiers nord de l'île par l'armée turque en 1974 après un coup d'État visant à rattacher l'île à la Grèce.

La République de Chypre, membre de l'Union européenne, n'exerce son autorité que sur les 2/3 sud de l'île.

Au nord se trouve l'autoproclamée République turque de Chypre du Nord (RTCN), parrainée par Ankara et non reconnue par la communauté internationale.

La Turquie s'oppose à toute exploration et exploitation des ressources gazières chypriote qui exclurait le tiers nord de l'île.

L'UE sanctionne la Turquie

La Turquie a annoncé mardi qu'elle continuera ses activités controversées de forage gazier au large de Chypre, malgré les sanctions votées par Bruxelles. L'UE a adopté lundi une série de mesures politiques et financières pour sanctionner la poursuite de ces forages réalisés illégalement par la Turquie dans les eaux territoriales de Chypre malgré ses mises en garde.

La République de Chypre a signé ces dernières années des contrats d'exploration avec des groupes d'hydrocarbures, mais Ankara réclame la suspension de toute exploration tant qu'une solution à la division de l'île n'est pas trouvée.

L'Égypte grande gagnante

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a approuvé la construction d'un gazoduc entre l'Égypte et Chypre. Les récentes découvertes de gisements en Méditerranée orientale ont entraîné une kyrielle d'accords entre l'Égypte, Chypre, la Grèce et Israël.

Résultat : depuis l'an dernier, l'Égypte n'importe plus de gaz naturel liquéfié.

Devenu auto-suffisant, le pays entend devenir une nouvelle puissance exportatrice. Et c'est dans cette perspective que Le Caire a décidé de faire venir du gaz, afin de le liquéfier dans ses usines du nord du pays, puis de le réexpédier vers l'Europe.

C'est dans le cadre de cette stratégie qu'en septembre 2018, un accord avait été signé avec Chypre pour la construction d'un gazoduc sous-marin de plusieurs centaines de kilomètres. Ce pipeline devrait transporter du gaz chypriote vers l'Égypte, puis faire le chemin inverse après sa transformation. Cet accord suscite des tensions avec la Turquie.

Source : Boursorama avec AFP Services, RFI

Les USA bloquent la participation de la Turquie au programme d'avions F-35 ; l'OTAN embarrassée par le lien de la Turquie avec la Russie

18 juillet 2019

Les Etats-Unis ont confirmé mercredi l'exclusion de la Turquie du programme d'avions furtifs F-35 en raison de sa décision d'acheter des systèmes de défense anti-aérienne russes S-400, une sanction jugée "injuste" par Ankara.

"Le F-35 ne peut pas coexister avec une plateforme de collecte de renseignements russe qui va être utilisée pour percer ses capacités de pointe", a justifié la Maison Blanche.

Les Etats-Unis ont fait de "nombreuses" propositions pour vendre leur propre système de missiles Patriot à la Turquie, a assuré la porte-parole de la présidence, Stephanie Grisham.

Mais Ankara a préféré l'offre russe et, malgré les inquiétudes exprimées par Washington, la livraison des premières pièces des missiles S-400 a commencé vendredi, ce qui rend "impossible" son maintien dans le programme F-35, selon Mme Grisham.

La Turquie est un état clé de l'Otan et son choix de s'équiper de missiles russes aura "un impact négatif" sur son "interopérabilité" avec les autres membres de l'alliance, a estimé Mme Grisham. Un haut responsable de l'Otan a, sous couvert d'anonymat, confié récemment son "inquiétude" à ce sujet.

Malgré tout, Washington "continuera à coopérer" avec Ankara, a ajouté la porte-parole. Selon un haut responsable du ministère de la Défense, les Etats-Unis "continueront à participer à des exercices" militaires avec la Turquie, notamment ceux prévus prochainement en Géorgie, en Allemagne et en Ukraine.

D'autre part, la Turquie se prive de revenus, alors qu'elle subit récession et inflation : sa participation au programme des F-35 lui aurait en effet permis de gagner 9 milliards de dollars. L'achat des missiles russes s'inscrit dans le cadre d'un réchauffement des relations entre la Russie et la Turquie.

Source : AFP

Moscou refuse de détruire ses nouveaux missiles déployés en Europe, affirme l'Otan

5 juillet 2019

Le traité sur les armes nucléaires de portée intermédiaire (INF) conclu par Washington et Moscou en 1987 avait permis l'élimination des missiles balistiques et de croisière SS20 russes et Pershing américains déployés en Europe.

Ce traité interdit le déploiement de missiles terrestres d'une portée de 500 à 5500 kilomètres en Europe. Il est considéré comme la pierre angulaire de la maîtrise des armements et sa disparition menace le nouveau traité Start négocié entre les Etats-Unis et la Russie pour réduire les plafonds fixés pour les têtes nucléaires stratégiques.

La Russie a une nouvelle fois refusé de détruire ses nouveaux missiles déployés en Europe, en violation selon l'Otan du traité conclu en 1987, a affirmé début juillet le secrétaire général de l'Alliance Jens Stoltenberg.

Selon Jens Stoltenberg, "la réaction de l'Otan sera coordonnée et défensive". "Nous serons obligés de réagir".

Les ministres de la Défense de l'Alliance ont approuvé le 26 juin une gamme de mesures militaires et politiques, dont la plus notable est le renforcement de la défense anti-missile.

L'Otan exige que la Russie détruise son nouveau système de missiles SSC-8 avant le 2 août, fin effective du Traité INF avec le retrait des Etats-Unis qui entendent ainsi dénoncer sa violation par Moscou.

Ces engins sont capables de transporter des têtes nucléaires et de frapper des villes européennes "en quelques minutes", a rappelé M. Stoltenberg. "Ils sont difficiles à déceler", a-t-il ajouté.

"Les tentatives de rejeter la faute sur la Russie pour la disparition du traité INF sont injustifiées", a affirmé la représentation de la Russie auprès de l'Otan.

Si les Etats-Unis se retirent du traité, "nous avons confirmé ne pas avoir l'intention de déployer des systèmes de missiles correspondants en Europe et dans d'autres régions, à moins que des missiles américains à portée intermédiaire et à courte portée ne soient déployés", a-t-elle déclaré. "Nous avons demandé aux pays de l'OTAN de faire la même déclaration".

Source : AFP

Face à la menace russe, la Suède déploie un nouveau système de défense anti-aérien

1^{er} juillet 2019

La Suède, pays que l'on croyait pacifiste, se réarme. L'état-major a annoncé avoir déployé un nouveau système de défense anti-aérien sur Gotland, une île stratégique située en mer Baltique, en face de la Russie. Une étape de plus dans le renforcement de l'armée suédoise, alors que les tensions avec Moscou se multiplient.

Gotland, une île d'une centaine de kilomètres de long en mer Baltique, que l'on ne connaissait jusque-là que pour ses produits agricoles et ses plages, est devenue une place stratégique pour les autorités suédoises.

Depuis l'annexion de la Crimée en 2014 par Moscou, la Suède a décidé de renforcer son armée. Les signes se multiplient, alors que le royaume nordique se plaint de plus en plus d'incursions russes dans son espace aérien et maritime. Une prochaine étape sera franchie en 2021, date de la livraison en Suède du système antimissile Patriot, acheté à prix d'or aux États-Unis.

Source : AFP

La Chine souffre vraiment de la guerre commerciale avec les USA

15 juillet 2019

Pékin et Washington s'imposent depuis 2018 des droits de douane punitifs, qui s'appliquent désormais à plus de 360 milliards d'échanges commerciaux annuels et qui frappent durement les entreprises des deux côtés du Pacifique.

Au plus fort des tensions commerciales avec Washington, la croissance chinoise s'est essoufflée sur un an au second trimestre (+6,2%), signant sa plus faible performance depuis au moins 27 ans, en dépit des efforts de soutien engagés par Pékin.

Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping ont cependant décrété fin juin une trêve dans leur guerre commerciale après une rencontre à Osaka (Japon) lors du sommet du G20. Mais alors que les discussions viennent tout juste de reprendre, M. Trump a accusé la Chine de ne pas acheter des produits agricoles US comme Pékin s'y était engagé selon lui.

De son côté, le Premier ministre chinois a appelé à renforcer le soutien aux entreprises tournées vers l'international et promis des allègements fiscaux, au moment où Pékin peine avec ses exportations.

En effet, les exportations et importations de la Chine ont subi en juin une forte baisse.

D'autre part, afin de redonner du souffle à une économie nationale mise à mal par plus d'un an de bras de fer avec Washington, la Chine a annoncé son intention d'assouplir les conditions d'investissements dans certains secteurs jusqu'ici très restreints, voire carrément interdits, aux étrangers.

Cette mesure fait passer de 48 à 40 le nombre de secteurs pour lesquels ces investissements étrangers sont limités, voire interdits. Il s'agit aussi pour Pékin de redorer son image auprès des entreprises internationales. La Chine reste la deuxième destination mondiale pour les investissements directs étrangers, avec plus de 139 milliards de dollars investis l'année dernière.

Mais les études de cabinets privés montrent un recul de l'attractivité de la Chine. Les raisons citées par les investisseurs sont davantage liées aux tensions commerciales avec les États-Unis et au ralentissement de la demande intérieure chinoise qu'aux questions de réglementation.

Source : AFP

G20 : Trump et Xi Jinping déclarent une trêve dans la guerre commerciale

29 juin 2019

Donald Trump et Xi Jinping ont convenu de relancer les négociations commerciales, en marge d'un G20 qui s'est tenu à l'ombre de l'affrontement économique des deux pays.

Les négociations avaient été brutalement interrompues en mai.

Dans le cadre de l'apaisement, Washington a levé sa menace d'imposer de nouvelles taxes à l'importation, qui auraient frappé la totalité des plus de 500 milliards de dollars de biens chinois achetés chaque année par les États-Unis.

Source : RFI

GOLFE

Yémen : l'ONU met en garde contre la « perspective effrayante » d'une guerre régionale

18 juillet 2019

L'Envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, a mis en garde jeudi le Conseil de sécurité sur la « perspective effrayante » d'une guerre régionale alors que la situation humanitaire dans le pays reste critique. L'Envoyé spécial s'est félicité de la rencontre des parties yéménites à Hodeïda plus tôt cette semaine.

Mais « le Yémen (...) se trouve près des lignes de front d'une tragédie potentielle résultant des tensions dans la région », a prévenu l'Envoyé spécial, soulignant que le pays n'a aucun intérêt à « se laisser entraîner dans une guerre régionale ».

Sur le plan humanitaire, la situation n'a pas changé. « Les conditions de vie de la plupart des habitants se détériorent », a dit Mark Lowcock, le chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU. Depuis juin, plus de 120.000 personnes ont été contraintes de fuir leurs foyers en raison des combats.

« Les hostilités à Hodeïda sont maintenant retombées et le calme relatif est revenu. Mais la violence continue ailleurs », a dit M. Lowcock, qui a également déploré les obstacles continus à l'acheminement de l'aide humanitaire et le fait que cette dernière ne soit financée qu'à hauteur de 34%.

Une situation qui pousse de nombreuses organisations humanitaires à suspendre leur aide en matière de santé notamment dans la lutte contre le choléra dont le nombre de cas est remonté à 500.000. « À ce jour, nous avons reçu des informations faisant état de plus de 700 décès ».

D'autre part, même si Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a dû suspendre partiellement son aide à Sanaa en raison de détournements de denrées, il a été en mesure d'atteindre un nombre plus important de personnes (11,3 millions) au Yémen.

Source : ONU

Yémen : le Conseil de sécurité proroge de six mois la Mission de l'ONU pour Hodeïda

15 juillet 2019

Le Conseil de sécurité a décidé lundi de proroger jusqu'au 15 janvier 2020 le mandat de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (MINUAAH).

La MINUAAH est chargée de faciliter l'application de l'accord, comme le prévoit l'Accord de Stockholm conclu le 13 décembre dernier entre le gouvernement yéménite et les Houthis.

L'accord conclu dans la capitale suédoise prévoit un redéploiement mutuel des forces à l'extérieur des ports et de la ville d'Hodeïda, ainsi que l'établissement d'un cessez-le-feu sur l'ensemble du gouvernorat.

Pour le moment les violations du cessez-le-feu se poursuivent.

Source : ONU

En s'éloignant du borbier yéménite, Abou Dhabi veut redorer son blason

11 juillet 2019

Aux côtés de l'Arabie saoudite, les Emirats sont les piliers d'une coalition militaire qui soutient depuis mars 2015 les forces gouvernementales yéménites contre les rebelles Houthis, soutenus par l'Iran.

Ils y ont dépêché plusieurs milliers d'hommes et entraîné 90.000 soldats yéménites.

La guerre au Yémen a fait des dizaines de milliers de morts, dont une majorité de civils, selon des ONG, et provoqué la pire catastrophe humanitaire au monde, d'après l'ONU.

Allié clé de Washington, Abou Dhabi a annoncé une réduction de ses troupes au Yémen.

Car plus de quatre ans après cette intervention étrangère, la perspective d'une victoire s'est évaporée depuis longtemps. Les Houthis contrôlent toujours de vastes zones de l'ouest et du nord du pays, dont la capitale Sanaa, et aucun des deux camps ne prend le dessus sur l'autre.

L'annonce émiratie survient en plein bras-de-fer entre les Etats-Unis et l'Iran à propos du nucléaire iranien et des attaques contre des tankers et des installations pétrolières dans la région du Golfe --dans lesquelles Téhéran nie toute implication.

Les Emirats veulent se concentrer sur leur propre sécurité en cas de conflit avec l'Iran.

Géographiquement parlant, les Emirats seraient en première ligne en cas de conflit généralisé dans la région.

Source : AFP

L'Iran a saisi un tanker étranger soupçonné de "contrebande"

19 juillet 2019

L'Iran a annoncé jeudi détenir "un tanker étranger" et son équipage soupçonnés de se livrer à de la "contrebande" de carburant dans le Golfe, après une succession d'incidents impliquant des pétroliers dans cette région sous haute tension depuis plus de deux mois.

Le navire-citerne a été arraisonné le 14 juillet "au sud de l'île (iranienne) de Larak", dans le détroit d'Ormuz, ont indiqué les Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran.

Cette annonce est survenue deux jours après une mise en garde du guide suprême iranien, Ali Khamenei, qui a annoncé que son pays répondrait "au moment et à l'endroit opportuns" à l'interception le 4 juillet d'un pétrolier iranien par les autorités britanniques, au large de Gibraltar.

Les autorités britanniques de Gibraltar affirment que le navire a été saisi à la suite de soupçons selon lesquels il faisait route vers la Syrie pour livrer sa cargaison en violation des sanctions de l'Union européenne visant ce pays.

La région du Golfe et du détroit d'Ormuz, par où transite le tiers du pétrole acheminé par voie maritime sur la planète, se retrouve au cœur de vives tensions géopolitiques, sur fond de bras de fer entre l'Iran et les Etats-Unis.

Ceux-ci ont renforcé leur présence militaire dans la région en arguant de "menaces" présumées iraniennes contre des intérêts américains. La tension entre les deux pays ennemis, alimentée par le retrait unilatéral américain en 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien, a atteint un pic le 20 juin avec la destruction par l'Iran d'un drone américain.

Depuis son arrivée au pouvoir, Donald Trump a adopté une attitude hostile à l'Iran, l'accusant de chercher à obtenir l'arme atomique, ce que ce pays a toujours nié. En sortant de l'accord sur le nucléaire conclu en 2015, Washington a rétabli des sanctions qui ont fait plonger l'Iran en récession et lui font perdre les acheteurs de son pétrole.

Signe que les Etats-Unis ne semblent pas près de relâcher la pression contre l'Iran, ils ont annoncé des sanctions contre quatre Irakiens, dont deux dirigeants de milices que le vice-président Mike Pence a accusé d'être liées à l'Iran.

Washington cherche à former une coalition internationale pour escorter les navires de commerce dans le Golfe.

Mais certains dirigeants européens ont semblé réticents à engager des moyens militaires dans cette région où la moindre escarmouche peut dégénérer en conflit ouvert.

Source : AFP

Le Qatar inaugure sa plus grande base de garde-côtes

14 juillet 2019

Le Qatar a officiellement inauguré sa plus grande base de garde-côtes, dans un contexte d'inquiétudes grandissantes sur la liberté de circulation dans le Golfe.

Outre la surveillance des côtes et les secours en mer, cette base de plus de 600.000 m² a pour objectif de protéger les installations pétrolières offshore de l'émirat.

"Cette base nous procure l'occasion de travailler encore plus étroitement avec les garde-côtes qataris", s'est félicité le commandant de la 5^e flotte américaine basée à Bahreïn.

Le Qatar héberge la plus importante base américaine au Moyen-Orient et reste un allié clé des Etats-Unis dans la région.

Les Etats-Unis ont confirmé jeudi leur intention de former une coalition internationale pour escorter les navires de commerce dans le Golfe au lendemain d'un incident avec la marine iranienne qui a, selon Londres, tenté de bloquer le passage d'un pétrolier britannique dans le détroit d'Ormuz. L'Iran a nié toute confrontation.

Source : AFP

Arabie saoudite : Janet Jackson et 50 cent à un concert boycotté par Nicki Minaj

19 juillet 2019

Les stars américaines Janet Jackson, 50 cent et Chris Brown ont participé jeudi soir à Jeddah, en Arabie saoudite, à un concert boycotté par leur compatriote Nicki Minaj, qui avait dit ainsi marquer son "soutien" aux droits des femmes.

Une foule enthousiaste a acclamé les chanteurs et rappeurs américains. Ce concert, inimaginable il y a à peine deux ans, reflète les changements opérés par le royaume ultra-conservateur, qui a assoupli des décennies de politique restrictive sur les divertissements.

Nicki Minaj avait justifié son boycott du festival en évoquant son "soutien" aux droits des femmes, à la communauté LGBTQ et la liberté d'expression.

Les homosexuels encourent théoriquement la peine capitale en Arabie saoudite, et les droits des femmes y sont quasi illusoires.

L'ONG Human Rights Watch a exhorté les artistes à ne pas se produire en Arabie saoudite, régulièrement mise en cause pour sa répression des opposants.

En octobre, le journaliste saoudien Jamal Khashoggi, critique du pouvoir, a été tué dans les locaux du consulat d'Arabie saoudite à Istanbul par un commando d'agents venus de Ryad.

Plusieurs rapports ont fait état de la responsabilité directe du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane dans cet assassinat, ce qu'il nie.

Le royaume est aussi critiqué de longue date pour la façon dont il traite les femmes, qui sont légalement placées sous le contrôle de leur père, mari, frère ou même fils.

Source : AFP

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Les civils souffrent le martyr en Syrie, alors que ni Daech ni les rebelles ne sont vaincus

17 juillet 2019

L'UNICEF lance un appel humanitaire pour des dizaines de milliers d'enfants

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) appelle à améliorer l'accès humanitaire et la protection des enfants en Syrie, y compris leur réintégration dans les communautés locales et leur retour en toute sécurité dans leur pays d'origine.

Au moins 70 000 personnes vivent dans le camp d'Al-Hol, au nord-est du pays. L'UNICEF estime que plus de 90 % d'entre eux sont des enfants et des femmes. Près de 20 000 de ces enfants sont syriens. Les 29 000 autres viennent de 62 pays différents, dont 9 000 d'Iraq.

La plupart des enfants ont moins de 12 ans. Ils sont les survivants de combats intenses et ont été témoins d'atrocités. Les enfants d'Al-Hol sont confrontés à une situation humanitaire désastreuse et, pour beaucoup d'entre eux, cette situation est aggravée par l'expérience récente d'avoir été maltraités ou forcés à combattre et à commettre des actes de violence extrême.

Ces enfants ne représentent qu'une fraction d'un groupe beaucoup plus important d'enfants qui seraient associés au conflit armé ; ils sont bloqués dans des camps, des centres de détention et des orphelinats à travers la Syrie et surtout dans le nord-est.

Ils continuent d'être exposés à d'énormes risques alors que la violence s'intensifie fortement. Dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, près d'un million d'enfants sont piégés depuis des mois au milieu de violents combats.

L'UNICEF lance un appel de 9 millions de dollars pour continuer à fournir une assistance et un soutien aux enfants et aux familles dans le camp d'Al-Hol et intensifier les opérations afin de répondre aux besoins.

Sud : multiplication des actes de guérilla contre l'armée syrienne

Six soldats syriens ont été tués et 15 autres blessés ce mercredi 17 juillet dans une attaque dans la province de Deraa, dans le sud de la Syrie, berceau du soulèvement en 2011 contre le régime de Bachar el-Assad.

L'attaque a visé un bus transportant des soldats syriens.

Autre acte de guérilla récent : lundi dernier, des inconnus ont tiré des roquettes et des rafales d'armes automatiques contre une base de la 4^e division blindée de la Garde républicaine, dirigée par le frère de Bachar el-Assad, le général Maher el-Assad.

La multiplication des actes de guérilla imputée à une « résistance populaire » a plongé la province de Deraa dans un climat de peur et d'insécurité. Les autorités syriennes discutent avec

le garant russe de la possibilité d'entrer dans toutes les villes et localités, pour mettre un terme à ce mouvement insurrectionnel qui menace de s'étendre à l'ensemble de la province.

Nord-ouest : les raids du régime se poursuivent, catastrophe humanitaire

Le régime de Bachar al-Assad et son allié russe ont intensifié depuis fin avril leurs bombardements sur la province d'Idleb, où vivent quelque trois millions d'habitants, et sur des zones adjacentes dans les provinces limitrophes d'Alep, de Hama et de Lattaquié.

Idleb échappe toujours au contrôle du régime et reste dominée par les jihadistes du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS, ex-branche syrienne d'Al-Qaïda). D'autres factions rebelles et jihadistes y sont présentes.

Plus de 600 civils y ont été tués depuis fin avril dans des bombardements russes ou syriens, et plus de 50 en raison de tirs rebelles ou jihadistes, selon l'OSDH. Quelque 330.000 personnes ont fui les combats, d'après l'ONU, qui craint une catastrophe humanitaire.

Le groupe EI continue de faire des dégâts chez l'armée syrienne

Le groupe État islamique (EI) a mené, jeudi 4 juillet, une attaque meurtrière contre l'armée syrienne dans la province orientale de Deir Ezzor.

Les troupes gouvernementales ont perdu 120 soldats depuis début mai dans des attaques jihadistes à l'est du pays.

Le mode opératoire est désormais connu. Des dizaines de combattants du groupe État islamique surgissent du désert, attaquent une position isolée de l'armée syrienne, et se retirent avant l'arrivée des renforts.

La guérilla développée par l'EI dans le désert de la Badia, à l'ouest de l'Euphrate, devient un vrai cauchemar pour l'armée syrienne et ses alliés.

D'importants renforts ont été envoyés dans cette vaste région qui s'étend de la ville centrale de Homs à la province orientale de Deir Ezzor, non loin de la frontière avec l'Irak.

Mais à peine une région est sécurisée que les jihadistes frappent ailleurs, avant de disparaître dans leurs repaires désertiques.

Les effectifs de l'EI dans la Badia s'élèveraient à plus d'un millier de combattants, munis de véhicules tout-terrain et d'armes de divers calibres.

Les jihadistes semblent avoir stocké dans le désert du matériel militaire, de la nourriture et de l'eau en quantités suffisantes en prévision d'une longue guérilla. Ils disposeraient aussi d'un réseau d'informateurs.

Sources : RFI, ONU, AFP

Le Hezbollah fustige les sanctions américaines contre ses responsables

11 juillet 2019

Le Hezbollah chiite libanais a condamné les sanctions américaines imposées contre trois de ses responsables, assurant qu'elles "ne changeront rien" aux convictions du parti et à son rejet de la politique américaine dans la région.

Washington a annoncé des sanctions contre deux députés du Hezbollah, accusés d'"exploiter le système politique et financier" du Liban au profit du Hezbollah et de l'Iran.

Les Etats-Unis ont également sanctionné le chef de l'appareil sécuritaire du Hezbollah, un mouvement allié de l'Iran et considéré par Washington comme une organisation "terroriste".

Si Washington a déjà imposé des sanctions à des dirigeants du Hezbollah ou à des personnes qui contribueraient à son financement, c'est la première fois que des députés du mouvement chiite sont visés.

Le président américain Donald Trump a fait de l'Iran chiite, accusé de déstabiliser le Moyen-Orient, sa principale bête noire. Les alliés de Téhéran sont également dans le collimateur.

Mercredi, le président libanais Michel Aoun a fait part de son "regret" quant aux nouvelles sanctions anti-Hezbollah.

Source : AFP

En Irak, face aux défis immenses, l'ex-Premier ministre se dit prêt à revenir au pouvoir

13 juillet 2019

L'ex-Premier ministre irakien Haider al-Abadi se dit prêt dans un entretien à l'AFP à revenir au pouvoir, dressant la liste des défis que l'Irak doit relever sous peine de sombrer : juguler la corruption et lutter contre le retour des tensions confessionnelles.

Alors que le gouvernement de l'actuel Premier ministre Adel Abdel Mahdi affronte son premier été --habituelle saison de grogne sociale sur fond de pénurie d'électricité dans un des pays les plus chauds au monde--, M. Abadi agite la classe politique.

M. Abadi, qui avait déclaré fin 2017 la victoire sur le groupe EI, a été jusqu'à présent l'unique Premier ministre chiite accueilli en triomphateur dans les provinces sunnites d'Irak, pays majoritairement chiite. Selon lui, l'union sacrée qui s'est créée face aux jihadistes pourrait bientôt se déliter.

Le confessionnalisme va souvent de pair avec la corruption, assure-t-il encore à l'AFP. Ainsi, dans le 12^e pays le plus corrompu au monde, les postes de hauts fonctionnaires --attribués aux différentes confessions-- "se vendent, non plus en secret comme avant mais au grand jour et à des prix connus", dénonce-t-il.

Autre défi de taille, le Kurdistan irakien, riche en pétrole, ce qui cause d'importantes tensions sur les revenus tirés de l'or noir. D'autre part, l'Irak est aussi pris en étau entre ses deux alliés iraniens et américains, grands ennemis. Aujourd'hui, celui que beaucoup présentent comme le candidat des Américains, ménage l'Iran dans ses propos à l'AFP.

Source : AFP

Les frappes se multiplient contre le PKK au Kurdistan irakien

19 juillet 2019

La Turquie riposte contre le PKK en Irak après l'attaque qui a causé la mort d'un de ses diplomates

La Turquie a lancé hier son opération aérienne « *la plus étendue* » contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Irak en réponse à l'attaque qui a causé la mort d'un diplomate turc la veille à Erbil, a annoncé le ministre de la défense Hulusi Akar.

Erbil est la capitale du Kurdistan irakien, frontalier de la Turquie.

La Turquie mène depuis mai une opération militaire au Kurdistan d'Irak contre le PKK, une organisation terroriste.

Iran : frappes des Gardiens de la révolution au Kurdistan irakien

Les Gardiens de la révolution iranienne affirment le 12 juillet avoir visé des « *terroristes* » au Kurdistan irakien.

Ils affirment répondre à une attaque menée quelques jours plus tôt par la guérilla kurde contre l'armée iranienne.

Les bombardements fréquents dans cette zone ont forcé nombre de familles à fuir leurs villages ces dernières années. Si les autorités du Kurdistan irakien ont condamné les bombardements, elles ont également demandé aux différentes guérillas kurdes de ne pas utiliser leur territoire pour fomenter des attaques.

Sources : AFP, RFI

Turquie : l'hostilité envers les réfugiés syriens grandit

11 juillet 2019

En Turquie, l'animosité envers les réfugiés syriens prend des proportions inquiétantes. Récemment, une foule s'est attaquée à des commerces tenus par des Syriens dans un district populaire d'Istanbul.

La Turquie est, de très loin, le premier pays d'accueil de réfugiés syriens au monde, puisqu'ils sont plus de 3,6 millions à y vivre. Ce qui s'est passé le 29 juin était d'une violence inédite. Des hommes, jeunes pour la plupart, ont saccagé des commerces dont ils supposaient qu'ils étaient tenus par des Syriens à cause de leur devanture en arabe.

La police a utilisé des canons à eau et des gaz lacrymogènes pour disperser les assaillants. La préfecture a dû publier un communiqué pour expliquer que la rumeur à l'origine de l'émeute - selon laquelle un garçon syrien avait agressé une fillette du quartier - était infondée.

Dans le passé, des rumeurs similaires diffusées sur les réseaux sociaux avaient déjà créé des troubles dans certains quartiers d'Istanbul où les Syriens sont nombreux. Mais c'est la première fois que cela se traduit par des violences physiques de ce genre.

La prise de conscience que ces réfugiés ne rentreraient pas chez eux a entamé la patience des locaux. À partir du moment où les Syriens ont commencé à envoyer leurs enfants à l'école turque, à accepter des emplois peu qualifiés et non déclarés, les incidents se sont multipliés.

Ils sont presque toujours déclenchés par une rumeur liée à la sécurité, mais ils traduisent surtout l'explosion d'un ressentiment qui, lui, est lié à des enjeux économiques. Les Syriens sont accusés de « voler » le travail des Turcs.

La cohabitation est devenue d'autant plus tendue que l'état de l'économie turque s'est dégradé ces derniers mois, avec une très forte inflation et un chômage en hausse. Face à ces incidents, les autorités réagissent peu.

Les autorités veulent maintenir l'image d'une cohabitation harmonieuse entre Turcs et Syriens, et exalter l'hospitalité des Turcs, par opposition aux Européens. Mais cette image risque d'être de plus en plus écornée à mesure que les incidents se multiplient.

Source : RFI

Turquie : 3 ans après le putsch, des victimes des purges en désarroi

14 juillet 2019

Environ 33.000 enseignants ont été limogés dans le cadre des purges menées à la suite du putsch manqué du 15 juillet 2016 contre le président Recep Tayyip Erdogan.

Trois ans après le putsch manqué, ils sont nombreux à avoir du mal à joindre les deux bouts faute d'emploi stable.

Les autorités accusent Fethullah Gülen, un prédicateur islamiste installé aux Etats-Unis depuis, d'avoir fomenté le putsch manqué, ce que l'intéressé nie.

Plus de 150.000 employés du secteur public ont été limogés dans le cadre de l'état d'urgence.

Environ 6.000 universitaires ont été limogés.

De nombreux Turcs ont dû changer de métier pour survivre.

Un ancien académicien devenu ouvrier du bâtiment, une ancienne présidente d'association qui a ouvert un café, une ancienne juge devenue marchande de thé ou encore un ancien policier devenu concierge, les exemples abondent.

Source : AFP

Turquie : des attaques contre des journalistes traduisent un climat hostile

2 juillet 2019

Après 28 agressions à coups de poing, de pied ou de batte de baseball subies au cours de sa carrière, le journaliste turc Hakan Denizli croyait avoir vu le pire. Puis il y a eu la 29^e.

Un jour de mai, des assaillants armés d'un pistolet lui ont tiré dessus alors qu'il emmenait son petit-fils de 4 ans à la crèche.

Loin d'être un cas isolé, l'agression de M. Denizli s'inscrit dans une recrudescence des violences physiques contre les journalistes en Turquie.

Beaucoup mettent en cause la classe politique, qui s'en prend régulièrement et nommément aux journalistes.

"Reste à ta place, si tu ne connais pas ta place, ce peuple te l'apprendra", s'est ainsi emporté le président Recep Tayyip Erdogan après qu'un présentateur de la chaîne Fox Haber eut demandé si les gens iraient manifester contre l'augmentation du coût de la vie, en décembre.

Cette situation ne fait qu'alourdir le climat pesant dans lequel baignent les médias en Turquie, pays situé à la 157^e place au classement de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RSF).

D'après RSF, les violences contre les médias ne sont le plus souvent ni punies, ni condamnées. Une demande d'enquête parlementaire portant sur les attaques de ces dernières semaines a ainsi été rejetée par le parti au pouvoir et son allié nationaliste MHP.

Un franc détracteur du gouvernement, Yavuz Selim Demirag, a été battu le 10 mai devant chez lui par un groupe armé de battes de baseball qui l'a laissé avec une partie de la cage thoracique fracturée.

Le journaliste de 61 ans met en cause une annonce publiée en pleine page par le MHP dans plusieurs journaux l'an dernier.

Le texte listait nombre de journalistes sous le titre "Calomnies, allégations, plaintes". Deux des journalistes nommés, dont M. Demirag, ont été attaqués.

Outre ces violences, les journalistes d'opposition sont soumis à une pression permanente des autorités judiciaires.

M. Denizli, lui, dit avoir "peut-être 24 ou 25" affaires judiciaires sur le dos.

Le représentant en Turquie de RSF, Erol Onderoglu, dénonce une situation "profondément hypocrite", notamment après les critiques virulentes à l'égard de l'Arabie saoudite après la mort du journaliste Jamal Khashoggi, assassiné dans le consulat de son pays à Istanbul.

Source : L'Obs avec AFP

Turquie : dispersion violente de la Marche des fiertés interdite à Istanbul

30 juin 2019

En Turquie, ce dimanche 30 juin, la police a une nouvelle fois tiré des gaz lacrymogènes sur des militants LGBT qui défiaient l'interdiction de défiler à Istanbul pour la Marche des fiertés. Organisée depuis 2003, la marche avait été interdite cette année encore, pour la 5^e année consécutive.

En fin d'après-midi, des milliers de personnes se sont malgré tout rassemblées dans le centre d'Istanbul, avant d'être dispersées par les forces de police.

Et plus d'une trentaine de mairies détenues par l'opposition affichaient sur Twitter leur soutien à l'événement.

Source : RFI

L'arrestation de binationaux, spécialité iranienne et cauchemar des Occidentaux

17 juillet 2019

De sinistre réputation, la prison d'Evine, dans le nord de Téhéran, est aussi le cauchemar des chancelleries occidentales. C'est là que sont incarcérés les binationaux arrêtés par l'Iran, et détenus comme moyen de pression dans un jeu diplomatique souvent sans pitié. La chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah y est détenue depuis début juin.

L'arrestation de cette éminente anthropologue est intervenue peu avant la visite à Téhéran du conseiller diplomatique du président français Emmanuel Macron, pour discuter du sauvetage de l'accord nucléaire de 2015, fragilisé après le retrait des Etats-Unis en mai 2018.

"C'est pour une rançon", assène Alireza Nader, directeur du centre de réflexion New Iran basé à Washington.

"Chaque fois que l'Iran veut renforcer ses moyens de pression contre les pays occidentaux (...) il a recours à la prise d'otages pour négocier", affirme-t-il à l'AFP.

Plusieurs binationaux sont actuellement emprisonnés en Iran, qui ne reconnaît pas la double nationalité.

Le diplomate en chef iranien a réclamé que Washington cesse de vendre des armes à ses proches alliés au Moyen-Orient, une condition qui semble inacceptable.

Source : AFP

Accord nucléaire : la jeunesse iranienne de l'espoir à la désillusion

13 juillet 2019

Le 14 juillet 2015, la signature de l'accord nucléaire à Vienne déclenchait des manifestations de joie dans les rues de Téhéran. Pour la jeunesse iranienne, c'était un nouvel espoir. Quatre ans après cependant, ces jeunes s'inquiètent pour leur avenir.

« En 2015, après l'accord, on était tous très heureux en Iran, on se disait que la situation allait s'améliorer, qu'en ayant des liens avec l'Occident, l'économie irait mieux, qu'on pourrait voyager plus facilement, que notre pays serait plus ouvert... », se rappelle Habib, guide touristique.

Or, cet espoir a été de courte durée. Lorsqu'en mai 2018, le président américain Donald Trump décide de sortir unilatéralement de l'accord nucléaire, tout s'effondre.

L'inflation pourrait atteindre à nouveau les 40% d'ici la fin de l'année 2019.

Se nourrir et acheter les produits de base est devenu plus compliqué en raison de l'inflation. Les prix de l'immobilier ont aussi augmenté, donc se loger est plus difficile.

Le chômage a augmenté et beaucoup de jeunes veulent partir.

L'autre conséquence du retrait américain est le renforcement du pouvoir des conservateurs, qui étaient contre l'accord nucléaire de 2015, alors même que Hassan Rohani et les réformateurs avaient gagné les élections de 2017 avec 57% des voix.

Source : RFI

PLANETE GLOBALE

Économie : des pays se ruent sur l'or

9 juillet 2019

En Chine ou en Russie, on assiste depuis plusieurs mois à une ruée vers l'or. Les banques centrales de ces pays n'ont de cesse de remplir leur coffre du métal précieux.

En conflit commercial avec les États-Unis, la Chine veut renforcer sa crédibilité, en montrant la richesse du pays et donner confiance en sa monnaie face au dollar.

La Russie et la Pologne veulent aussi être moins dépendants du dollar et achètent de l'or.

Conséquence : les cours montent et les particuliers en profitent. Ils sont de plus en plus nombreux à vendre de l'or sous forme de bijoux, mais surtout de pièces.

Source : France Info

La violence contre les femmes et les filles touche une femme sur trois dans le monde

16 juillet 2019

La croissance démographique est un signe de réussite humaine, mais elle a également contribué à l'augmentation des pratiques à l'origine des changements climatiques, a déclaré le Secrétaire général de l'ONU.

António Guterres a noté que si des progrès significatifs ont été accomplis depuis 25 ans en matière d'équité entre les sexes et de promotion des droits des femmes, et si la mortalité maternelle et infantile a été réduite de près de moitié, de nombreuses femmes et filles sont encore confrontées à d'énormes défis pour leur santé, leur bien-être et leurs droits humains.

« La violence contre les femmes et les filles touche une femme sur trois dans le monde. Dans certains endroits et dans des situations de conflit ou d'urgence, ce chiffre est encore plus élevé. Quelque 650 millions de femmes ont été mariées en tant que filles et 500 femmes et filles meurent chaque jour pendant la grossesse ou l'accouchement. »

Le Secrétaire général a déclaré que l'exercice de ces droits est essentiel pour faire face aux tendances démographiques qui pourraient compromettre les progrès vers un développement durable, équitable et inclusif pour tous.

Source : ONU

Le travail des enfants recule dans le monde, mais reste préoccupant

9 juillet 2019

Au Brésil, le président Jair Bolsonaro vient de défendre le travail des mineurs. Des déclarations qui illustrent le fragile recul du travail des enfants.

Selon l'institut de statistiques brésilien, 2,5 millions de mineurs travaillent au Brésil.

La loi interdit pourtant le travail aux moins de 16 ans au Brésil.

L'occasion de faire le point sur le travail des enfants dans le monde, qui recule mais fait de la résistance. Il y a 152 millions d'enfants au travail, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), 168 millions selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Dans les deux cas, on est autour de 10% des enfants de 5 à 17 ans qui seraient au travail.

C'est proportionnellement en Afrique que la situation est la plus préoccupante : plantations de cacao, mines d'or ou de cobalt, ramassage et tri des ordures... Sur le continent africain, un peu moins d'un enfant sur 5 serait au travail.

En revanche, c'est en Asie qu'ils sont les plus nombreux, mais on voit des phénomènes monter comme par exemple les "enfants de travail" en Iran. La très forte dégradation de la situation économique a poussé 1,7 million de mineurs dans les ateliers et dans les champs pour compléter les revenus de leur famille.

Plus près de nous, la récolte des noisettes en Turquie – le pays est le premier producteur mondial – emploie des enfants. Le Portugal compterait lui 300 000 enfants déscolarisés, selon l'ONG Plan International. On les retrouverait dans le bâtiment, l'agriculture et l'industrie de la chaussure.

Source : France Info

La faim dans le monde toujours en progression, déplore l'ONU

15 juillet 2019

La faim dans le monde affectait 821 millions de personnes dans le monde en 2018, contre 811 l'année précédente, selon un rapport annuel publié par plusieurs organisations de l'ONU qui déplorent une 3^e année consécutive de hausse.

Je vous explique les raisons essentielles de la faim : la croissance démographique, qui de fait augmente le nombre de personnes à nourrir ; les conflits, où les belligérants n'hésitent pas à prendre les populations en otage ; la sécheresse : du fait de l'augmentation des naissances, les terres fertiles ne suffisent plus à nourrir les personnes.

Paradoxalement, le rapport note que la surcharge pondérale et l'obésité continuent d'augmenter dans toutes les régions, en particulier chez les enfants d'âge scolaire et les adultes.

En 2018, environ 40 millions d'enfants de moins de cinq ans avaient un excès de poids.

Source : AFP

41 pays dans le monde, dont 31 en Afrique, ont besoin d'une aide alimentaire (FAO)

5 juillet 2019

Selon le dernier rapport de l'ONU, les conflits en cours et les sécheresses demeurent les principales causes de grave insécurité alimentaire, compromettant ainsi l'accès aux aliments et leur disponibilité pour des millions de personnes.

Le rapport indique que 41 pays, dont 31 en Afrique, ont toujours besoin d'une aide extérieure pour couvrir leurs besoins alimentaires, une situation inchangée depuis trois mois.

En 2019, les dégâts causés par le cyclone Idai et le manque de pluies ont eu de lourdes répercussions sur la production agricole d'Afrique australe.

Au Zimbabwe, l'insécurité alimentaire devrait s'aggraver davantage en 2019, exacerbée par une forte hausse des prix des aliments de base et par la crise économique.

En Afrique de l'Est, une grave sécheresse a affecté les récoltes de la première saison et conduit à une dégradation des conditions de pâturages.

En Asie, des productions inférieures à la moyenne sont attendues en Corée du Nord et des inquiétudes subsistent quant aux principales cultures saisonnières de 2019, en raison de pluies de plus en plus rares et de la faiblesse de la disponibilité en eau destinée à l'irrigation.

Plus de 10 millions de personnes sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire.

Au Proche-Orient, malgré des conditions climatiques propices aux cultures, les conflits armés en cours en Syrie et au Yémen continuent d'entraver les activités agricoles.

De même, en Afrique, la situation désastreuse de la sécurité alimentaire dans de nombreux pays est le résultat de conflits persistants et de l'insécurité.

Source : ONU

Vaccins : la désinformation et la méfiance sont « aussi dangereuses qu'une maladie », estime l'UNICEF

28 juin 2019

Les vaccins sauvent des millions de vies et pourtant, la désinformation, la disponibilité limitée et l'accès inadéquat aux services ont mis en danger un grand nombre d'enfants, ce qui a incité l'Unicef à organiser une réunion de haut niveau des Nations Unies.

Au cours des trois dernières décennies, la santé et le bien-être des enfants se sont considérablement améliorés dans le monde, les vaccinations ayant contribué à une diminution spectaculaire des décès d'enfants de moins de cinq ans.

Or, de nos jours, alors que l'on est sur le point d'éradiquer des maladies mortelles qui touchent des millions d'enfants, de sérieux défis apparaissent. Des millions de jeunes enfants dans le monde ne sont toujours pas vaccinés, ce qui les expose, eux et leurs communautés, au risque de flambées mortelles.

L'accès à des soins de santé primaires de qualité, y compris la vaccination, est gravement compromis par la faiblesse des systèmes de santé, la pauvreté et les conflits.

En outre, la méfiance sur les vaccins, propagée notamment par la désinformation en ligne, menace les progrès réalisés jusqu'ici.

L'Unicef affirme que « les groupes anti-vaccins ont exploité efficacement les médias sociaux, créant de la confusion et alimentant les craintes chez les parents, ce qui risque de compromettre les progrès réalisés pour atteindre tous les enfants grâce aux vaccins ».

« Les vaccins sauvent jusqu'à trois millions de vies chaque année », a déclaré la Directrice générale de l'Unicef. Cependant, elle a noté qu'il reste encore beaucoup à faire parce que « 20 millions d'enfants sont toujours absents ».

Source : ONU

Santé, éducation, revenu : 1,3 milliard de personnes vivent dans une pauvreté multidimensionnelle (PNUD)

11 juillet 2019

Un rapport de l'ONU montre qu'il existe encore de vastes inégalités entre les pays et parmi les couches les plus pauvres de la société. L'indice mondial de pauvreté multidimensionnelle (IPM) montre que dans les 101 pays étudiés, 1,3 milliard de personnes sont « multi dimensionnellement pauvres » et les enfants représentent plus de la moitié d'entre elles.

La pauvreté multidimensionnelle ne se mesure pas uniquement en fonction du revenu, mais à travers un ensemble d'indicateurs prenant en compte une mauvaise santé, de mauvaises conditions de travail ou la menace de violences.

L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud abritent la plus grande proportion de pauvres. Dans ces régions, le niveau d'inégalité est qualifié de « massif ».

Plus de la moitié des 1,3 milliard de personnes identifiées comme pauvres sont des enfants de moins de 18 ans et environ un tiers ont moins de 10 ans.

La grande majorité de ces enfants vit en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne.

La situation est particulièrement alarmante au Burkina Faso, en Éthiopie, au Niger, au Soudan du Sud et au Tchad où 90% ou plus des enfants de moins de 10 ans sont considérés comme pauvres de manière multidimensionnelle.

Source : ONU

Les homicides tuent beaucoup plus de personnes que les conflits armés, souligne une nouvelle étude de l'ONU

8 juillet 2019

Près de 464 000 personnes dans le monde ont été victimes de violences meurtrières en 2017, soit plus de cinq fois le nombre de personnes tuées dans des conflits armés au cours de la même période, ont déclaré des chercheurs des Nations unies.

Une étude de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) indique que l'Amérique centrale est la région la plus dangereuse à vivre, avec un nombre d'homicides - ou d'homicides illégaux – qui a augmenté dans certains « points chauds ».

Les endroits les plus sûrs se trouvent en Asie, en Europe et en Océanie.

Une constante depuis le début du siècle est le lien entre le crime organisé et les morts violentes, selon le rapport.

L'étude souligne l'importance de s'attaquer à la corruption, de renforcer l'État de droit et d'investir dans les services publics - en particulier l'éducation.

Source : ONU

"Migrer n'est pas un choix", rappelle la directrice générale de l'Unicef

6 juillet 2019

"Migrer n'est pas un choix", martèle la directrice générale de l'Unicef Henrietta Fore, qui insiste : la plupart des candidats au départ fuient "la violence, les conflits et le crime à des niveaux que nos sociétés n'imaginent même pas".

Syrie, Libye, Amérique centrale, frontières nord et sud du Mexique, la situation des jeunes migrants est globalement "catastrophique".

Par exemple, dans le sud-ouest du Mexique, l'Etat de Guerrero est devenu le plus violent du Mexique et la proie des narcotrafiquants et des règlements de comptes meurtriers.

L'ONU estime à 200 millions le nombre de migrants internationaux - et à 740 millions les migrants internes, déplacés à l'intérieur de leur pays.

Pour aider les enfants, l'Unicef dispose d'un budget annuel de 7 milliards de dollars, abondés par les gouvernements et des dons privés.

Source : AFP

La Terre se réchauffe

19 juillet 2019

Juin 2019, mois de juin le plus chaud sur Terre depuis 140 ans (National Oceanic and Atmospheric Administration)

Le mois dernier a été le mois de juin le plus chaud enregistré en 140 années de relevés météorologiques dans le monde, selon le rapport mensuel mondial sur le climat rendu public jeudi par l'agence américaine NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration).

L'Europe, l'Asie et l'Afrique, ainsi que Hawaï et la région du golfe du Mexique ont connu leur mois de juin le plus caniculaire dans les annales météorologiques, et le sud de la France a enregistré une température record proche de 46° C. Pour le sud du Canada et les Etats-Unis, en revanche, 2019 est pour l'heure une année légèrement plus fraîche que la moyenne.

La moyenne de la température de surface des mers du globe a été en juin supérieure à la moyenne mondiale de 16° Celsius, égalant le niveau record atteint en 2016.

Pour la NOAA, il est d'ores et déjà certain que 2019 comptera parmi les cinq plus chaudes années enregistrées dans le monde depuis l'établissement de relevés météorologiques.

Températures records sur le point habité le plus au nord de la planète

Alert, au Canada, représente l'endroit habité le plus au nord de la planète. Pourtant, la température a grimpé à plus de 21 degrés le 14 juillet, un record absolu de chaleur et des températures très largement au-dessus des moyennes de saison. En temps normal, cette base militaire connaît des températures de 3 degrés et des maximales de 6 degrés.

L'Arctique se réchauffe trois fois plus vite que le reste de la planète, à cause d'un cercle vicieux. La hausse des températures entraîne la fonte des glaces. Conséquence : les surfaces qui jusque-là réfléchissaient les rayons du soleil absorbent désormais la chaleur, ce qui conduit une nouvelle fois à des températures plus élevées.

Depuis 2014, la glace de l'Antarctique fond de plus en plus vite

Une étude publiée par la NASA lundi 1^{er} juillet suscite beaucoup de questions. Que s'est-il passé en Antarctique en 2014 ? Jusqu'à cette date, les données recueillies par l'agence spatiale américaine montrent que le continent de glace n'avait cessé d'en gagner.

Mais la courbe s'est brutalement inversée il y a cinq ans, dans des proportions dramatiques. Sans que l'on comprenne vraiment pourquoi.

En trois ans, ce sont 2 millions de kilomètres carrés de glace qui ont disparu, soit l'équivalent en superficie de la République démocratique du Congo.

Pourquoi ? C'est un mystère.

Une chose est cependant sûre : la fonte de la glace antarctique est une très mauvaise chose. À la différence de l'Arctique, qui n'est qu'un énorme glaçon flottant, cette glace repose sur un continent. Sa disparition fera donc directement monter le niveau des océans.

Heureusement, nous sommes encore très loin d'y être. Mais le phénomène s'amplifie. Et surtout, il n'est pas isolé. De l'autre côté de la planète, le Groenland est frappé du même mal. La fonte de sa glace continentale a quadruplé durant les dix dernières années.

Sources : Reuters, RFI

Croisières en eaux troubles : la demande chinoise fait craindre pour l'environnement

11 juillet 2019

Les croisières connaissent un nouvel âge d'or en partie grâce à l'engouement des touristes chinois pour les mastodontes des mers, mais la nouvelle génération de navires destinés à cette clientèle fait craindre un coût élevé pour l'environnement.

Les paquebots modernes sont devenus de véritables villes flottantes futuristes, capables de transporter des milliers de passagers qui boivent des cocktails servis par des robots-barmen et testent des attractions hi-tech.

Bon nombre de ces nouveaux bâtiments sophistiqués sont destinés au marché chinois de la croisière, en plein essor et le deuxième au monde après les Etats-Unis. Quelque 30 millions de touristes feront une croisière cette année, soit près de 70% de plus qu'il y a dix ans, selon l'Association internationale des compagnies de croisières (CLIA).

Mais le nombre croissant de paquebots géants attise les inquiétudes : pollution de l'air, rejet d'eaux usées, carburants relâchés en mer, déchets alimentaires et plastiques...

Et surtout les émissions de soufre, dangereuses pour les espèces marines. Des efforts sont cependant en cours pour réduire la part de soufre dans les carburants des navires.

Ces mastodontes des mers sont aussi décriés pour leur consommation d'électricité et leurs déchets. Carnival a reçu une amende de 20 millions de dollars aux Etats-Unis en juin pour avoir déversé des déchets plastiques en mer et avoir violé d'autres régulations environnementales.

Les poids lourds du secteur assurent pourtant qu'ils font des efforts pour réduire la pollution.

Source : AFP

AFRIQUE

Madagascar : adoption d'une loi contre la corruption

10 juillet 2019

Une loi essentielle dans la lutte contre la corruption a été validée par la Haute Cour constitutionnelle malgache. Elle permet, entre autres, la saisie des biens mal acquis avant jugement, et était réclamée depuis des mois par la société civile. Laquelle n'est, pour l'heure, qu'à moitié satisfaite.

La plateforme de la société civile Rohy, très impliquée dans la lutte contre la corruption, reste vigilante. « *Ce qui pose problème, c'est que le texte n'a toujours pas été publié*, indique Faraniana Ramarosaona, coordinatrice des actions de lutte contre la corruption au sein du mouvement Rohy.

Source : RFI

Au Zimbabwe en crise, des cliniques gratuites au secours d'une population aux abois

19 juillet 2019

Les centres de santé qui offrent des soins gratuits à la population pauvre sont rares au Zimbabwe.

Le pays est englué depuis deux décennies dans une crise économique et financière catastrophique et jusque-là sans issue qui n'a pas épargné son système de santé publique.

Sous-payés, sous-équipés, les médecins sont nombreux à protester, notamment pour exiger des salaires décents en devise forte. Quant aux patients, ils sont contraints, même dans les hôpitaux d'Etat, de payer de leur poche leurs traitements. Dans un pays où 90% de la population pointe au chômage, autant dire que peu d'entre eux en ont les moyens.

Au milieu de cet ordinaire de précarité, la polyclinique de Rutsanana fait figure d'exception : elle soigne gratuitement grâce à l'aide de l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires. Même s'ils ont nettement reculé depuis les années 2000, les taux de prévalence du sida et de la tuberculose au Zimbabwe restent parmi les plus élevés de la planète.

Source : AFP

L'Afrique du Sud dangereusement "accro" à l'héroïne

15 juillet 2019

Le "nyaope" est un mélange artisanal à base d'héroïne et de marijuana qui provoque de profondes somnolences.

Hautement addictif, ce cocktail fait des ravages dans les villes et campagnes sud-africaines.

Dans tout le pays, de nombreuses rues sont devenues des supermarchés de la drogue, dénoncent en chœur ONG et experts, qui accusent la police et le gouvernement de passivité au mieux, de complicité au pire. Le gouvernement sud-africain reconnaît l'ampleur du problème et vient de lancer un énième "plan d'urgence" pour l'enrayer.

Mais dans un pays à l'économie flageolante, où le chômage frappe plus de 50% des jeunes, la route s'annonce longue.

"Le groupe le plus touché par la consommation d'héroïne est celui des jeunes Noirs exclus du marché du travail", souligne Shaun Shelly, chercheur à l'université de Pretoria.

Source : AFP

Mozambique : nouvelle attaque meurtrière attribuée à des islamistes dans le nord

29 juin 2019

Une nouvelle attaque dans le nord du Mozambique a fait 11 morts fin juin, selon des sources locales rapportées par l'AFP. Les assaillants, des hommes soupçonnés d'être des insurgés islamistes, ont décapité certaines de leurs victimes.

L'attaque s'est déroulée près de la frontière de la Tanzanie, dans la province du Cabo Delgado, la plus pauvre du pays, où les forces de l'ordre peinent à contrôler ces raids qui se multiplient depuis un an et demi.

Ce groupe d'insurgés islamistes mène en effet une guérilla sanglante dans la région sans que l'on ne connaisse ses motivations exactes.

L'attaque de fin juin s'est déroulée à une cinquantaine de kilomètres de la ville côtière de Palma.

Une région sensible, car riche en hydrocarbures. L'entreprise américaine Anadarko a confirmé sa décision d'y investir près de 22 milliards d'euros pour monter un méga projet d'exploitation offshore de gisements gaziers.

En février et en mai, les insurgés islamistes avaient d'ailleurs tendu des embuscades à des convois d'entreprises travaillant pour le projet gazier. Alors les autorités multiplient les arrestations, mais ne parviennent pas à contenir ces raids. Depuis leur première attaque, en octobre 2017, ces islamistes locaux ont déjà fait au moins 250 morts et des milliers de déplacés.

Source : RFI

Somalie : les shebabs exécutent dans leurs rangs

7 juillet 2019

En Somalie, les shebabs ont tué pas moins de 10 personnes accusées d'espionnage. Ils étaient soupçonnés d'espionner pour les renseignements somalien, kenyan et américain. Les exécutions se sont déroulées dans le sud du pays, où le mouvement occupe de larges régions. Les exécutions d'espions présumés ne sont pas rares chez les shebabs.

Les espions présumés sont souvent des civils vivant à proximité de leurs bases.

L'acte est perpétré en place publique et annoncé sur les canaux de propagande du mouvement pour inspirer la peur.

Mais le groupe s'en prend aussi à ses propres combattants, comme les Kényans.

Selon Brian Perkins, de la Fondation Jamestown, les exécutions seraient en hausse, car les shebabs sont de plus en plus paranoïaques. Ils subissent davantage de frappes américaines, des défections, ainsi qu'une rivalité accrue avec leurs ennemis du groupe État Islamique en Somalie.

Source : RFI

Somaliland : Mogadiscio fâché contre Conakry et le Kenya

5 juillet 2019

La Somalie rompt ses liens diplomatiques avec la Guinée Conakry. Annonce ce jeudi 4 juillet du ministre somalien des Affaires étrangères. La décision de Mogadiscio fait suite à la visite du président du Somaliland à Conakry. Le Somaliland est un territoire qui a fait sécession de la Somalie en 1991, mais qui n'a jamais été reconnu par la communauté internationale.

Ce jeudi 4 juillet, Mogadiscio a également mis en garde les autres nations étrangères. En effet ces derniers mois, le Somaliland réalise un fort *lobbying* diplomatique. Depuis février, ses représentants ont rencontré les ambassadeurs américain, allemand, britannique, le Premier ministre éthiopien ou encore des ministres érythréens et égyptiens.

En toile de fonds, on pense aussi à la tension actuelle entre la Somalie et le Kenya. Les deux voisins sont à couteaux tirés à cause d'un litige frontalier maritime. Dernièrement, le ministère kenyan des Affaires étrangères a décrit le Somaliland comme un véritable pays, suscitant la colère à Mogadiscio.

Je rappelle que la Somalie est alliée au Qatar, qui l'aide financièrement, tandis que le Kenya, le Somaliland et l'Éthiopie sont liés à l'alliance adverse, celle des USA – Emirats Arabes Unis – Arabie Saoudite.

Source : RFI

Éthiopie-Érythrée : un an après la réconciliation, quel bilan ?

9 juillet 2019

Il y a un an, l'Érythrée et l'Éthiopie annonçaient leur réconciliation. Ce rapprochement inédit semblait augurer le début d'une nouvelle ère. Mais en réalité, sur le terrain, la situation n'a pas vraiment changé.

De nombreux chantiers restent en suspens. La délimitation de la frontière n'est toujours pas conforme au tracé déterminé en 2002 par la Cour d'arbitrage internationale de la Haye - tracé selon lequel la région contestée de Badmé revient à l'Érythrée.

Quant à l'accès de l'Éthiopie aux ports érythréens, ce n'est pour l'instant qu'un projet.

Depuis la normalisation des relations, le nombre d'Érythréens traversant la frontière éthiopienne n'a pas diminué.

Ils sont plusieurs dizaines de milliers, cette année, à avoir fui leur pays natal et la répression du régime autoritaire d'Issayas Afewerki.

Lequel ne montre aucun entrain à la réconciliation.

Source : RFI

Pour l'ONU, la situation des droits de l'homme en Érythrée est toujours alarmante

3 juillet 2019

La situation en Érythrée était à l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, ce mardi 2 juillet à Genève. La nouvelle rapporteure spéciale, la Chilienne Daniela Kravetz, a présenté son rapport annuel.

Les libertés civiles et politiques continuent d'être bafouées en Érythrée, malgré les promesses de l'accord de paix signé en juillet 2018 avec l'Éthiopie. Incarcérations au secret, disparitions forcées, encasernement de la jeunesse, rien n'a changé dans ce pays fermé de la Corne de l'Afrique, selon Daniela Kravetz.

Dirigée d'une main de fer par le président Issaias Afeworki depuis son indépendance en 1993, l'Érythrée figure systématiquement dans les dernières places des classements internationaux en matière de libertés politiques, d'expression ou de respect des droits de l'homme.

Source : RFI

Ebola en RDC : l'état d'"urgence" sanitaire mondiale est déclaré

18 juillet 2019

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a élevé mercredi l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola au rang d'"urgence" sanitaire mondiale, trois jours après l'apparition d'un premier cas à Goma, grande ville de l'est de la République démocratique du Congo, frontalière du Rwanda.

L'OMS a demandé à la communauté internationale de "redoubler d'efforts". Les experts de l'OMS réunis à Genève ont exprimé leur déception au sujet des retards dans le financement de l'aide. L'épidémie actuelle est la dixième depuis 1976 en RDC et la deuxième plus grave dans l'histoire d'Ebola, après l'épidémie qui a frappé l'Afrique de l'Ouest en 2014-2016.

L'épidémie a déjà tué 1.668 personnes dans les zones reculées et conflictuelles du Nord-Kivu en près d'un an. Le cas diagnostiqué à Goma dimanche après-midi a provoqué un nouvel électrochoc chez les "acteurs" de la riposte anti-Ebola, confrontés depuis un an à de nombreux défis (résistance d'une partie de la population, violences armées).

Peuplée d'un à deux millions d'habitants, posée à la frontière avec le Rwanda et voisine de l'Ouganda, Goma est un carrefour dans cette région en crise depuis 25 ans. La ville dispose de liaisons aériennes avec l'Ouganda, l'Éthiopie et Kinshasa.

Le Comité d'urgence de l'OMS a reconnu qu'il y avait une pénurie de vaccins. Il a recommandé à l'OMS de demander un effort aux Etats et aux laboratoires.

C'est la grande différence avec les précédentes épidémies : 163.533 personnes ont été vaccinées, selon le ministère de la Santé.

Source : AFP

Infrastructures en RDC : Tshisekedi pourra-t-il réaliser son programme d'urgence?

17 juillet 2019

Dans le cadre de 100 jours de son accession au pouvoir, Félix Tshisekedi avait lancé plusieurs chantiers. Près de six mois plus tard, certains de ces chantiers n'avancent pas, comme à Kinshasa, où des chantiers traînent en longueur tout en bloquant la circulation.

Six mois après l'accession de Félix Tshisekedi à la présidence, on est encore loin des réalisations promises, notamment en province, où des routes restent en mauvais état.

Ce qui est à l'origine des retards enregistrés serait l'absence de gouvernement, le manque de moyens financiers, ou même l'opacité dans la gestion des projets déjà existants.

Source : RFI

République Démocratique du Congo : après le conflit foncier à Budjala, les déplacés manquent de tout

15 juillet 2019

Dans la province du Sud-Ubangui en RDC, un conflit foncier local a dégénéré et fait au moins une dizaine de morts, plus de 3000 personnes déplacées près de la ville de Budjala, début juin. Plusieurs villages situés ont été incendiés, provoquant la fuite de centaines de familles dans la forêt. Un mois plus tard, la société civile s'alarme de l'absence quasi totale d'aide humanitaire.

Source : RFI

Centrafrique : un « désastre écologique » dans la zone de Bozoum

15 juillet 2019

Des compagnies minières chinoises responsables « d'un désastre écologique dans la région de Bozoum » au nord-ouest de Bangui, c'est ce que dénonce un rapport parlementaire publié samedi 13 juillet.

Ce rapport, établi à la suite des plaintes des populations, dénonce à la fois la pollution engendrée par 4 compagnies chinoises, la complicité des responsables locaux et les violences contre les populations, commises par les forces armées centrafricaines qui protègent les exploitants.

Ce rapport n'est pas le premier et les dénonciations d'abus commis par les compagnies minières en Centrafrique sont récurrentes. Depuis 2016, le constat est toujours le même à savoir que de nombreuses compagnies minières exploitant l'or en Centrafrique commettent des abus.

Les cas de non-respect des engagements se multiplient, qu'ils soient sociaux comme la construction d'écoles ou de dispensaires ou bien environnementaux comme les problèmes liés à l'utilisation du mercure et du cyanure dans les processus de transformation.

Source : RFI

Centrafrique : il faut que l'État reprenne le pouvoir sur les groupes armés

12 juillet 2019

La Centrafrique recevait vendredi 12 juillet la visite de Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente (sortante) de la Commission européenne.

Elle s'est rendue dans la ville de Bouar avec le président de la République Faustin Archange Touadera. Une visite qui avait notamment pour objet le lancement de projets européens d'appui à la restauration de l'autorité de l'État.

Avec la rénovation du camp Leclerc et la construction d'armureries, le lancement des formations de l'armée en province par l'EUTM (Mission de formation de l'Union européenne) fait partie des projets européens.

500 nouvelles recrues Faca seront formées par l'EUTM en province. C'est une première, cela ne se faisait qu'à Bangui jusqu'à présent. Il s'agit de reconstruire l'armée centrafricaine, y compris en province, et à terme sur l'ensemble du territoire centrafricain, actuellement encore largement dominé par les groupes armés.

Source : RFI

Centrafrique : débuts timides pour l'application de l'accord de paix, la méfiance persiste

10 juillet 2019

La mise en application de l'accord de paix signé il y a plus de cinq mois entre le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés, qui contrôlent toujours 80% du territoire, commence à se concrétiser timidement sur le terrain.

Après la démobilisation d'une centaine de combattants il y a quelques jours, le groupe armé UPC du général Ali Darassa a remis ce mardi 9 juillet aux autorités centrafricaines les bâtiments de la gendarmerie de Ngakobo, qu'ils occupaient depuis des années.

Le tout, au cours d'une cérémonie en grande pompe, en présence notamment des représentants de la Minusca et de l'Union africaine. Cette restitution se veut un symbole de la volonté de l'UPC de mettre en application l'accord de paix de Khartoum, assure son porte-parole Ali Moussa.

Mais ce groupe armé devrait en rester là pour le moment. « *Nous avons fait un premier pas et nous attendons que les autres fassent la même chose avant d'aller plus loin* », prévient-il. Une méfiance partagée par toutes les parties signataires.

D'abord entre les groupes armés : chacun a peur de se retrouver en position de faiblesse.

Méfiance aussi envers le gouvernement centrafricain, sommé de mettre d'abord en place les Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) qui vont contribuer à la sécurisation du pays.

Elles doivent être composées pour 60% de combattants issus des groupes armés, pour 40% de combattants issus des FACA (Forces armées centrafricaines légitimes).

Le pouvoir centrafricain, qui estime de son côté avoir rempli sa part du contrat en mettant en place le gouvernement élargi aux groupes armés, exige qu'ils se prêtent d'abord au désarmement avant la mise en place des USMS, comme prévu par l'accord de paix.

Source : RFI

Soudan : les pourparlers prévus ce vendredi 19 juillet entre la contestation et le pouvoir militaire reportés

19 juillet 2019

« Nous avons besoin de davantage de consultations pour parvenir à une position unifiée », a déclaré à l'AFP Omar al-Digeir, un dirigeant de la contestation. Un autre leader du mouvement, Siddig Youssef, a lui aussi confirmé la suspension des discussions.

Aucune nouvelle date n'a été évoquée.

Les généraux au pouvoir au Soudan et les meneurs de la contestation ont conclu cette semaine un accord crucial sur le partage du pouvoir.

Les deux parties ont convenu de former un Conseil souverain composé de 5 militaires et 6 civils qui mènera pendant un peu plus de trois ans la transition.

Mais les négociations doivent encore résoudre des questions épineuses pour arriver à une "déclaration constitutionnelle".

Selon des médecins liés au mouvement de contestation, 246 personnes ont été tuées depuis le début des manifestations.

Déclenché le 19 décembre 2018 par le triplement du prix du pain, ce mouvement de protestation inédit s'est rapidement transformé en contestation contre M. Béchir, destitué par l'armée en avril, puis il a visé les généraux ayant pris le pouvoir au sein du Conseil militaire.

Ces derniers insistent pour que les représentants militaires dans le futur Conseil souverain bénéficient d'une "immunité totale" dans les dossiers liés aux violences contre les manifestants.

Or, les meneurs de la contestation s'y opposent.

Source : AFP

Soudan du Sud : le HCR exhorte les dirigeants à instaurer une paix durable

9 juillet 2019

Au 8^e anniversaire de l'indépendance du Soudan du Sud, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a appelé les dirigeants à intensifier leurs efforts pour mettre fin à ce qui est devenu la plus grande crise de déplacements de population en Afrique.

Pour le HCR, l'Accord de paix revitalisé, signé par les belligérants le 12 septembre 2018, a jeté les bases de la paix. Même si des progrès ont été réalisés, l'agence onusienne estime que « la paix est loin d'être certaine », avec « des zones de tension essentielles non résolues ».

La crise a touché de manière disproportionnée les enfants, qui représentent près des 2/3 de la population de réfugiés. « Il est essentiel que les jeunes Sud-Soudanais - y compris les réfugiés - aient accès à une éducation adéquate et puissent s'épanouir pleinement afin que le Soudan du Sud devienne une nation prospère et pacifique ».

Selon le HCR, plus de 2,3 millions de Sud-Soudanais sont actuellement réfugiés dans des pays voisins, tandis que 1,9 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays.

Le HCR et ses partenaires ont demandé cette année 1,4 milliard de dollars pour fournir une aide humanitaire aux réfugiés.

Source : ONU

Gambie : marche contre la multiplication des viols

5 juillet 2019

Une semaine après les révélations de Human Rights Watch sur la prédation sexuelle de l'ancien président Yahya Jammeh, la société civile gambienne se mobilise. Toufah Jallow, qui accuse publiquement de viol l'ancien dictateur, est la figure de proue de ce mouvement, #IamToufah, lancé conjointement avec l'association gambienne des droits de l'homme TANGO.

Plus d'une centaine de personnes ont défilé ce jeudi 4 juillet sur Kairaba avenue, avant de se réunir pour des prises de parole. Le mouvement contre les violences sexuelles a reçu le soutien du gouvernement. En témoigne l'autorisation de manifester - chose rare - et les communiqués du ministre de la Justice qui encouragent les victimes à s'exprimer.

Source : RFI

Le FMI renoue avec le Congo-Brazzaville

12 juillet 2019

Le Fonds monétaire international a annoncé, ce jeudi, qu'il allait accorder 448,6 millions de dollars sur trois ans au Congo-Brazzaville pour relancer l'économie du pays, tout en souhaitant une meilleure « transparence » de ses comptes publics. Un résultat obtenu au terme de plus de deux ans de discussions difficiles.

Tous les six mois, le Fonds monétaire international va vérifier si le pays respecte bien les conditions qu'il a acceptées, avant de déboursier de nouvelles tranches de son prêt. Ces

conditions sont, entre autres, la poursuite de la réduction du déficit budgétaire, la transparence des dépenses publiques, l'élargissement de l'assiette fiscale et la lutte contre la corruption.

Source : RFI

Une partie des pays d'Afrique de l'Ouest prêts à adopter l'éco en 2020

9 juillet 2019

Les pays d'Afrique de l'Ouest qui respectent les critères de convergence devront se prononcer ensemble pour savoir s'ils adoptent dès 2020 l'éco comme monnaie commune, a déclaré le président ivoirien Alassane Ouattara à l'issue d'un entretien avec Emmanuel Macron.

"Les chefs d'Etat de la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) ont décidé qu'ensemble, à 15, nous allons mettre en place une nouvelle monnaie qui s'appelle l'éco. A terme le franc CFA s'appellera l'éco", a indiqué M. Ouattara.

"On espère que ça pourra se faire le plus tôt possible, c'est le vœu des populations".

Mais tous ne pourront adopter cette nouvelle monnaie en 2020, a souligné le président ivoirien. "Cela dépend de la volonté de chaque Etat. La Côte d'Ivoire respecte les critères de convergence pour 2020, d'autres les respectent, mais de nombreux pays ne les respectent pas".

14 pays africains regroupant 155 millions de personnes (dont 12 anciennes colonies françaises), et qui constituent deux unions monétaires distinctes, utilisent toujours le franc CFA comme monnaie officielle.

Source : AFP

Lac Tchad : appel à poursuivre le plan d'action contre l'insécurité

19 juillet 2019

Le Forum sur la stratégie régionale du bassin du Lac Tchad contre Boko Haram a pris fin ce vendredi 19 juillet à Niamey, au Niger. Cette réunion, qui regroupe les huit gouverneurs des zones concernées par la nébuleuse Boko Haram au Nigeria, au Cameroun, au Niger et au Tchad, recommande aux participants de poursuivre l'exécution du plan d'action contre l'insécurité.

Depuis dix ans, la région du lac Tchad est en proie à l'insécurité. Plus de deux millions et demi de personnes ont fui la zone. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha), plus de 10 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire dans toute la zone.

Source : RFI

G5 Sahel : l'ONU et l'Union Africaine demandent le soutien du Conseil de sécurité, pendant que l'UE augmente son financement

10 juillet 2019

Début juillet, 1 130 participants issus de 185 pays étaient à Nairobi pour une conférence sur le contre-terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent en Afrique. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, en ont profité pour lancer un plaidoyer en faveur du G5 Sahel.

Le G5 Sahel est un contingent de 5 000 Mauritaniens, Maliens, Burkinabè, Nigériens et Tchadiens déployé pour combattre le terrorisme. Le constat est amer : les terroristes sont loin d'être vaincus. Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a directement pointé du doigt le Conseil de sécurité de l'ONU, qui semble indifférent.

Selon l'UA, « maintenant le Ghana, le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire disent que le terrorisme arrive à leurs frontières ». En mars, le Conseil de sécurité a autorisé un partenariat avec la force de maintien de la paix Minusma (au Mali) qui fournit désormais une aide en transport, carburant et rations alimentaires. Trop insuffisant, selon les pays africains.

Pendant ce temps, préoccupée par la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire dans l'espace G5 Sahel, l'Union européenne envisage un renforcement des capacités des forces armées de chaque pays, selon Alpha Barry, le ministre burkinabè des Affaires étrangères.

Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, a annoncé une aide supplémentaire à la force conjointe du G5 Sahel : 138 millions d'euros additionnels.

Au sujet du développement de la région, la situation du Sahel sera au cœur du prochain sommet du G7, qui se déroulera du 24 au 26 août 2019, à Biarritz. Les 7 pays les plus riches de la planète veulent concentrer l'aide publique et privée sur les pays "qui en ont le plus besoin", à commencer par le Sahel.

Le président Emmanuel Macron a invité à Biarritz du 24 au 26 août les représentants du G5-Sahel, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, plus le Sénégal. La priorité des investissements selon le G7 doit aller à l'éducation, en particulier celle des filles, qui a fait le 5 juillet l'objet d'une réunion des ministres de l'Education du Sahel et des 7.

L'insécurité au Sahel est cependant un obstacle majeur au développement, donc à l'accès aux écoles, a reconnu Jean-Yves Le Drian : "Aujourd'hui, on a 9 milliards d'euros sur la table et 600 projets, dont certains dans des zones à risque", qui attendent leur mise en œuvre. "Ce qui suppose de mener les deux axes – sécurité et développement – en même temps".

Sources : RFI, France Info

Éducation des filles : la sécurité d'abord, plaide l'Unicef

5 juillet 2019

Pour encourager l'éducation des filles, il faut surtout assurer "leur sécurité à l'école et en chemin", a souligné vendredi à Paris la directrice générale de l'Unicef, Henrietta Fore, en marge d'une réunion du G7 avec les pays du Sahel.

"Dans certains pays d'Afrique, les filles n'ont même pas la possibilité de se rendre en sécurité à l'école".

"Mais nous avons aussi une responsabilité plus générale qui est de protéger les filles de toutes formes de violence, y compris dans la cour de récréation".

Selon un rapport de l'Unicef publié en septembre 2018, à l'échelle mondiale, la moitié des élèves âgés de 13 à 15 ans, soit environ 150 millions d'enfants, rapportent qu'ils ont été victimes de violence entre pairs à l'école ou à ses abords et un écolier sur trois dit qu'il a été la cible d'intimidation ou mêlé à des bagarres.

Ces données ne comprennent pas les attaques délibérées de belligérants contre des établissements scolaires : le rapport cite ainsi 396 attaques recensées en 2017 contre des écoles en République démocratique du Congo, 67 en Syrie et 20 au Yémen.

En Afghanistan, le nombre d'attaques contre des écoles a presque triplé entre 2017 et 2018, passant de 68 à 192, a révélé l'Unicef en mai.

Henrietta Fore déplore par ailleurs le manque d'intérêt de nombreux pays pour l'éducation des filles.

Source : AFP

Nigéria : Lagos, l'une des villes les plus dynamiques du monde, s'enfonce dans les eaux

10 juillet 2019

Lagos, la ville "des lacs" d'Afrique de l'Ouest, est sous la menace constante de l'érosion côtière, aggravée par le besoin de toujours plus d'espace pour loger ses 20 millions d'habitants, et de sable pour construire ses centaines de milliers de bâtiments.

L'Océan Atlantique avance sur les côtes de l'ouest du continent de 1 à 4 mètres par an, selon un rapport de la Banque Mondiale (BM, mars 2019), détruisant tout sur son passage.

Avec un coût considérable pour l'économie des pays concernés.

Lagos s'enfonce dans les eaux. Cœur économique du Nigeria, c'est l'une des villes les plus dynamiques et les plus peuplées au monde. Mais les logements et les terrains constructibles manquent pour héberger les centaines de milliers de nouveaux arrivants.

Source : AFP

Au Nigeria, des manifestations contre les abus de milices d'auto-défense

2 juillet 2019

Près de 2000 personnes ont manifesté à Maiduguri (nord-est), épice de l'insurrection jihadiste de Boko Haram au début des années 2000. Cette manifestation visait à dénoncer les dérives de certaines milices d'auto-défense.

Pour rappel, ces milices ont été mises sur pied en 2013. À l'origine, ces groupes étaient formés de volontaires, prêts à chasser les éléments de Boko Haram. Ces comités de vigilance sont devenus des milices civiles, souvent difficiles à contrôler, mais qui servent de force supplétive aux côtés des forces de sécurité.

Tout est parti de la mort d'un conducteur de moto-taxi... Ensuite, des jeunes ont manifesté pour réclamer l'interdiction de ces milices. Plusieurs experts expriment leur inquiétude concernant le statut flou de ces groupes, qui apportent leur aide dans la lutte contre Boko Haram, mais dont les méthodes sont parfois contestables.

Source : RFI

Mali : une plateforme anticorruption porte plainte contre 8000 fonctionnaires

15 juillet 2019

La Plateforme contre la corruption et le chômage au Mali (PCC), regroupant notamment des associations maliennes, a porté plainte contre près de 8 000 agents de l'État malien qui, selon elle, ne sont pas en conformité avec la loi.

Ils sont fonctionnaires, élus, présidents d'institution... Au total, la Plateforme contre la corruption et le chômage porte plainte contre 8 000 agents de l'État malien dans le cadre de sa croisade contre la mauvaise gouvernance.

Pour Clément Dembélé, le président de la plateforme, la corruption est le principal frein au développement du Mali : « Quand on compile les rapports, celui de la Banque mondiale, du FMI, le vérificateur général, Agency Transparency, on tombe sur le montant de 250 milliards de francs CFA détournés [380 millions d'euros] chaque année au Mali ».

Source : RFI

Mali : Bamako croule sous les déchets

12 juillet 2019

Au Mali, les pouvoirs publics n'arrivent plus à assurer l'assainissement correct de Bamako et la situation est plutôt critique. 1600 tonnes d'ordures jonchent chaque jour les rues de la capitale malienne. En cette période de pluies, les immondices empêchent l'eau de circuler, causant parfois des drames.

Les 200 employés de la voirie sont impuissants. Il n'y a pas de structure d'assainissement et aucune décharge finale. Une société marocaine d'assainissement, Ozone Mali, a depuis

quelques années un contrat de ramassage et de traitement des ordures. Mais l'État malien lui doit près de 20 milliards de francs CFA.

Source : RFI

Signature d'un accord transfrontalier entre le Burkina Faso et le Niger

12 juillet 2019

L'accord-cadre met l'accent sur le développement local des collectivités contiguës. Cet accord est présenté comme un instrument de lutte contre l'insécurité et pour le développement. Il permettra de dérouler, de façon concertée et commune, des projets de développement de part et d'autre de la frontière entre les deux pays.

Des deux côtés de la frontière, on retrouve parfois les mêmes populations et les mêmes langues. Sur le plan sécuritaire, ces populations nigériennes et burkinabè pourront mettre en place leur police de proximité. Cette police pourrait travailler, sans entrave, dans l'un ou l'autre pays le long de la frontière.

Source : RFI

Algérie : la contestation pas dupe des manœuvres du pouvoir autour de la CAN

18 juillet 2019

En organisant un "pont aérien" pour emmener les supporters des Fennecs en Égypte (la finale a lieu en Égypte), le pouvoir algérien semble espérer se réconcilier avec une population qui réclame son départ depuis cinq mois. Mais les protestataires disent n'être pas dupes.

Malgré le match, le mouvement inédit de contestation qui agite l'Algérie depuis le 22 février reste mobilisé pour un 22^e vendredi de manifestations hebdomadaires demandant le départ des dirigeants hérités des 20 ans de présidence d'Abdelaziz Bouteflika, contraint à la démission le 2 avril.

Les supporters pourraient profiter de la tribune offerte par la finale de la CAN-2019 pour exprimer leurs revendications, alors que le président par intérim Abdelkader Bensalah sera présent dans le stade.

Les manifestations de vendredi devraient à nouveau mobiliser fortement. "Même si des supporters partiront (au Caire), il en restera toujours assez pour manifester le vendredi. Puis le soir après le match", rappelle à l'AFP l'ancienne star du football algérien Ali Fergani, devenu analyste sportif.

Malgré la CAN, de nombreux Algériens rappellent que la plus grande victoire algérienne serait le départ du pouvoir. "On aimerait bien gagner la 2e Coupe d'Afrique (de l'histoire de l'Algérie), mais ce n'est qu'un jeu, la priorité c'est la 2e République", rappelle Faradji Mounir sur la page Algérie Debout.

Source : AFP

Tunisie : le pays est frappé par une recrudescence des incendies. La faute au seul changement climatique ?

5 juillet 2019

La Tunisie est frappée par une recrudescence des incendies de Bizerte au Nord à Kairouan dans l'Est. Depuis le mois de mai plus de 500 incendies ont détruit récoltes et forêts. Et la saison des incendies est loin d'être terminée. Le pays est frappé par la sécheresse depuis plusieurs années.

Une tragédie pour ses agriculteurs.

Les associations écologistes dénoncent des actes prémédités et mettent en relief l'insuffisance des ressources humaines dans la surveillance des forêts et des incendies.

Ce manque de moyens est aggravé par le changement climatique.

Source : TV5 Monde

Tunisie : des "dizaines de milliers" de caméras de surveillance pour lutter contre l'insécurité

4 juillet 2019

Des dizaines de milliers de caméras de surveillance seront bientôt installées aux carrefours dans plusieurs villes tunisiennes. Selon les autorités, l'objectif est de lutter contre la criminalité et les agressions.

L'accélération de l'installation de ces caméras intervient après le double attentat suicide à Tunis, jeudi 27 juin, revendiqué par l'organisation jihadiste Etat islamique. Pour autant, les autorités l'ont justifiée par la criminalité et non le terrorisme.

Source : France Info

Maroc : une experte de l'ONU appelle à agir pour lutter contre la discrimination raciale

8 juillet 2019

Le Royaume du Maroc doit mettre en œuvre un plan global pour s'acquitter de ses obligations d'éliminer la discrimination et de parvenir à l'égalité raciale, a déclaré l'experte de l'ONU sur le racisme et les droits humains.

E. Tendayi Achiume a indiqué que les engagements du Maroc resteront lettre morte en l'absence de l'application par le gouvernement d'un cadre juridique et politique national.

Pour l'experte des Nations Unies, la discrimination persistante à l'encontre des communautés Amazigh, groupes autochtones, souligne davantage les carences légales.

Davantage de réformes sont aussi nécessaires afin d'assurer aux migrants et aux réfugiés le droit à l'égalité raciale et le droit à la non-discrimination raciale, estime l'experte onusienne.

« Certains migrants et réfugiés, notamment ceux d'origine noire, sub-saharienne, ont rapporté des incidents de racisme et de stéréotypage xénophobe », a-t-elle précisé.

Mme Achiume a également émis des inquiétudes concernant des informations reçues sur des déplacements forcés, des évictions, et des profilages raciaux et d'autres formes de discrimination contre les populations migrantes et réfugiées.

Source : ONU

EURASIE

L'Union Européenne signe de nombreux accords de libre-échange, au mépris de la lutte contre la pollution liée au transport maritime

17 juillet 2019

Le CETA

Des agriculteurs et écologistes sont opposés aux accords commerciaux de l'UE.

Le Ceta est un accord de libre-échange signé avec le Canada. Il implique la suppression des droits de douane pour presque tous les produits, soit près de 98 % des droits de douanes entre les deux régions.

L'accord est entré en vigueur provisoire il y a deux ans, d'ici la ratification par les parlements nationaux.

En France, le débat sur la ratification du Ceta a commencé. Cependant, le scrutin a finalement été reporté au 23 juillet. L'opposition a fini par obtenir un vote solennel sur le traité.

Contrairement au vote simple initialement prévu, il oblige chaque groupe parlementaire à justifier leur choix. Un report qui montre les difficultés de la majorité avec ce texte. L'opposition dénonce des normes environnementales et sanitaires moins strictes au Canada, notamment au sujet de l'alimentation.

Le secteur de l'agro-business brésilien se réjouit de l'accord Mercosur-UE

L'accord historique Mercosur-UE, conclu fin juin entre les membres du Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay) et les pays de l'UE, promet de faire disparaître plus de 90% des droits de douane. La politique du président brésilien, très favorable à l'agro-business, avec recours massif aux pesticides et déforestation à la clé, inquiète les écologistes.

Le Brésil est le premier exportateur de jus d'agrumes avec 50% des exportations mondiales. La question des normes sanitaires a fait bondir les Européens, craignant que les pesticides brésiliens interdits en Europe ne se retrouvent dans les aliments importés.

Si pour le directeur exécutif de l'Association brésilienne d'agronégoce, l'accord est une vraie avancée pour tout le secteur, une partie de l'agro-business brésilien exprime néanmoins son inquiétude vis-à-vis du « principe de précaution ».

Il implique que les États membres pourront bloquer les importations de produits qu'ils estiment dangereux pour la santé. Si le secteur de la viande ou du soja brésilien craint que ce principe ne soit brandi comme une excuse pour renforcer des barrières commerciales, cela peut aussi être vu comme un outil positif à l'amélioration des normes brésiliennes.

Ce vaste accord commercial, qui toucherait près de 770 millions de consommateurs, devra encore être validé par chacun des 28 États membres de l'Union européenne et ratifié par le

Parlement européen. Un processus qui pourrait prendre encore plusieurs mois, voire quelques années.

L'accord de libre-échange Vietnam-UE signé fin juin à Hanoï

L'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Vietnam est important, car le Vietnam avec ses 95 millions d'habitants est l'une des économies les plus dynamiques de l'Asie du sud-est.

L'accord de libre-échange va supprimer progressivement, dans un délai de 7 à 10 ans, plus de 99% des droits de douane entre les deux parties. Le texte prévoit également la mise en place de standards environnementaux élevés et la reconnaissance des indications géographiques protégées.

L'accord vise également à renforcer le respect des droits de l'homme ainsi que des droits des travailleurs. L'accord vise aussi à équilibrer les échanges des biens et des services qui s'élèvent à environ 54 milliards d'euros chaque année. Car même si l'Union européenne est l'un de ses plus grands investisseurs, les échanges sont largement au désavantage des Européens.

Accord UE-Japon : des ONG dénoncent "un accord climaticide" et un recul de Paris

L'accord de libre-échange signé il y a un an à Tokyo par l'UE et le Japon est le "plus gros accord commercial climaticide jamais signé", estimaient la Fondation pour la nature et l'Homme (FNH, ex-Fondation Hulot) et l'Institut Veblen.

"Quelques mois après l'entrée en application du CETA (signé avec le Canada), l'UE a signé un nouvel accord climaticide", s'insurgeaient les deux ONG. Les deux organisations françaises s'en prennent notamment au gouvernement français, accusé de "renier ses promesses "d'accords commerciaux compatibles avec l'Accord de Paris"" adopté fin 2015 contre le réchauffement.

Plusieurs "points structurants" de cet accord baptisé Jfta (Japan-UE free trade agreement) vont contre les engagements pris contre le réchauffement, soulignent-elles. Enfin les parlements nationaux sont privés de ratification nationale.

Sources : RFI, AFP

Commission européenne : les défis d'Ursula von der Leyen, élue de justesse *17 juillet 2019*

L'Allemande Ursula von der Leyen a été élue à la tête de la Commission européenne mardi 16 juillet, avec une très courte majorité. Ses débuts s'annoncent difficiles. Pour les populistes au Parlement, cette candidate mal élue est le signe de l'affaiblissement d'une Europe qu'ils dénoncent, marquant le début de turbulences dont ils espèrent émerger encore plus fort.

Ursula von der Leyen doit maintenant établir ses priorités pour les cinq ans à venir. Elle a déjà donné des pistes le 16 juillet sur l'engagement écologique, la réforme de l'Union européenne et l'accroissement des pouvoirs du Parlement ou une Europe plus sociale.

Avant ces perspectives à long terme, Ursula von der Leyen va d'abord devoir passer l'été à composer son équipe, le collège des commissaires que les 27 autres pays vont devoir lui proposer et qui devront eux aussi passer sous les fourches caudines d'une audition et d'un vote au Parlement européen.

Source : RFI

Les autorités grecques saisissent 5 tonnes de Captagon dans le port du Pirée *5 juillet 2019*

Plus de 5 tonnes de Captagon, une amphétamine ultra-puissante, ont été saisies dans le port du Pirée, en Grèce.

Selon les autorités grecques, il s'agit de la plus grosse saisie de drogue jamais réalisée en Grèce et l'une des plus importantes en Europe.

Les premiers éléments de l'enquête indiquent que la drogue, ou tout du moins une partie de la cargaison proviendrait de Lattaquié en Syrie. Les autorités cherchent désormais à déterminer si la Chine était bien la destination finale de la cargaison.

La Syrie est devenue le plus gros producteur et exportateur de Captagon.

Source : RFI

En Italie, Matteo Salvini face au soupçon russe *13 juillet 2019*

La polémique enfle en Italie autour des soupçons de financement par la Russie de la Ligue de Matteo Salvini (extrême droite), qui se défend bec et ongles. Sortie sans vraiment faire de vagues en février en Italie, l'information d'une rencontre à Moscou à ce sujet en octobre 2018 est revenue sur le devant de la scène avec l'annonce par Buzzfeed d'un enregistrement audio.

Selon le site américain, on y entend Gianluca Savoini, un proche de M. Salvini, discuter avec deux Italiens et trois Russes d'un accord pour dérouter vers la Ligue 65 millions de dollars provenant de 4% d'une transaction d'achat de pétrole russe via des intermédiaires.

M. Salvini, l'homme fort du gouvernement italien, est un admirateur affirmé de Vladimir Poutine, qu'il a rencontré à plusieurs reprises avant d'accéder au pouvoir, et le président russe a évoqué lors de sa visite à Rome "un accord de coopération" entre son parti Russie unie et la Ligue.

Mais M. Salvini le répète : son admiration et son combat contre les sanctions européennes imposées à la Russie après l'annexion de la Crimée, c'est "gratis".

Malgré tout, selon des sources judiciaires évoquées par la presse italienne, une enquête est en cours au parquet de Milan contre M. Savoini.

Pour la Ligue, cette enquête vient s'ajouter à celle sur le sort des 49 millions d'euros de fonds publics indûment perçus par le parti en 2008-2010, avant que M. Salvini en prenne la tête en 2013. L'échelonnement sur plusieurs décennies que la Ligue a obtenu pour rembourser passe mal dans l'opposition, et le sujet est sensible pour M. Salvini.

Source : AFP

A Rome, les rues jonchées d'ordures font craindre une crise sanitaire

12 juillet 2019

Après l'incendie de plusieurs décharges, Rome croule sous des tonnes de déchets à l'abandon. Une plaie récurrente pour la ville éternelle mais qui atteint un tel niveau cet été que l'Ordre des médecins a lancé une alerte et le parquet ouvert une enquête.

La ville de Rome met pourtant les moyens mais manque d'infrastructures pour éliminer ses déchets.

Les usagers ont aussi leur part de responsabilité : le manque de respect du tri sélectif complique le traitement des déchets.

La ville, qui produit près de 5.000 tonnes de déchets par jour va devoir en exporter pour qu'ils soient incinérés dans d'autres régions ou à l'étranger.

"Tout le monde se plaint des déchets mais personne ne veut d'incinérateur", explique à l'AFP un habitant de la ville.

Le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, patron de la Ligue (extrême droite), compte se présenter aux prochaines municipales, prévues en 2021.

Le défi est de taille : droite et gauche, et désormais M5S, se sont en effet cassé les dents sur la gestion de cette ville surendettée soumise à de puissants groupes d'influence.

Source : AFP

Italie : agro-mafia et éco-mafia génèrent des dizaines de milliards d'euros de bénéfices

13 juin 2019

En Italie, deux phénomènes ont pris une ampleur incroyable, ces dernières années : l'Agro Mafia et l'Éco Mafia.

L'agro mafia, c'est la contrefaçon des aliments qui font la réputation alimentaire mondiale de l'Italie : la Mozzarella, les sauces tomate, les vins...

La mafia s'est emparée de toute la chaîne de production. Ce business lui rapporte des dizaines de milliards d'euros par an, mais il a coulé de nombreux producteurs honnêtes, garants du savoir-faire traditionnel du Made in Italy.

Quant à l'éco mafia, c'est la gestion illégale des déchets industriels qui sont soit enfouis, soit brûlés, au mépris des risques sanitaires et environnementaux. Et là encore, on parle de dizaines de milliards d'euros de bénéfices.

Source : RFI

Italie : fermeture de l'ex-plus grand centre d'accueil de migrants en Europe

9 juillet 2019

L'ancien plus grand centre d'accueil de migrants en Europe, situé à Mineo, dans l'est de la Sicile, a officiellement fermé mardi en présence de son plus grand détracteur, le ministre de l'Intérieur Matteo Salvini.

Il y a une semaine, les derniers hôtes avaient été transférés vers une autre structure en Calabre. Pour un habitant, Sergio Mastrilli, "plus de 4.000 personnes avec 85 ethnies différentes, quand la ville de Mineo compte environ 5.000 habitants, c'était ingérable !".

On a aussi reproché aux étrangers de casser le marché des travailleurs journaliers au moment de la récolte d'oranges, car ils étaient prêts à travailler sans être déclarés pour 10 à 20 euros par jour. Mais le centre a aussi été une manne en employant jusqu'à 400 salariés locaux. Le nouveau maire de Mineo a d'ailleurs menacé de démissionner si l'Etat n'aidait pas sa commune.

Par ailleurs, plusieurs enquêtes judiciaires sont en cours. Les soupçons vont de la corruption dans l'attribution de marchés à la création de faux badges pour gonfler les chiffres car chaque migrant avait droit à une somme journalière fixe de l'Etat.

En janvier, la police a même démantelé une cellule mafieuse nigériane.

Source : AFP

En Suède, des fusillades meurtrières qui abîment la social-démocratie

4 juillet 2019

En 2018 en Suède, plus de 300 fusillades ont fait 45 morts et 135 blessés.

Les fusillades mortelles sont en régulière augmentation et ont atteint l'an dernier un niveau record. Mais 2019 pourrait être une nouvelle année noire : Stockholm a enregistré autant de tués sur les six premiers mois de l'année que sur l'ensemble de 2018.

Une majorité des tireurs et des victimes sont de jeunes hommes de moins de 30 ans, sans emploi, souvent sans diplôme de fin d'études secondaires, habitant des quartiers défavorisés.

Comme dans les autres métropoles d'Europe, la Suède a ses enclaves, au bout des lignes de métro, le long des périphériques.

La détresse sociale, le chômage, la forte densité de population d'origine étrangère nourrissent la relégation, le décrochage scolaire, l'économie parallèle.

La capitale et la région de Malmö (sud) sont les plus touchées, même si la violence gagne aussi les villes moyennes.

Importée des Balkans pour des sommes dérisoires, l'arme de prédilection des bandes est la Kalachnikov.

Les comptes se règlent aussi à coups de grenades et d'explosifs.

L'opposition de droite et d'extrême droite fustige le "laxisme" du Premier ministre social-démocrate Stefan Löfven aux affaires depuis 2014.

A la réponse uniquement répressive, le gouvernement dit souhaiter la mobilisation conjointe des acteurs de la société civile et des forces de sécurité.

Source : AFP

Albanie : la justice en quête de son honneur perdu

6 juillet 2019

Ce qui impressionne à la Cour suprême d'Albanie, c'est le silence : elle ne fonctionne plus depuis mai, la plupart de ses juges ayant échoué dans la procédure mise en place pour contrôler la probité des magistrats.

Sous pression de l'Union européenne, que l'Albanie aspire à rejoindre, Tirana a engagé en 2016 une profonde réforme de son système judiciaire, malade de sa corruption.

Patrimoine et revenus des juges et des procureurs, leurs liens supposés avec le crime organisé, leur passé sous le communisme, sont passés au crible.

Sur 800 magistrats, quelque 140 sont déjà passés sous les fourches caudines de cette commission ad hoc, selon le dernier rapport de la Commission européenne paru en mai. Et 88 d'entre eux ont été démis de leurs fonctions ou ont démissionné avant d'avoir à se soumettre aux vérifications.

Mais conséquence de tout cela, la justice est bloquée, immobile.

"A ce jour, il y a un stock de 32.000 dossiers en attente d'examen, et nous n'avons même pas de place où les déposer", reconnaît Ida Vodica, porte-parole de la Cour suprême.

"Vers la fin de l'été ou début septembre, 4 ou 5 nouveaux juges arriveront probablement pour prendre en mains les dossiers", assure le président de la Cour.

Pour les garder de la tentation, les émoluments des hauts magistrats ont été revalorisés.

Source : AFP

Bélarus : les droits humains et les libertés fondamentales demeurent bafoués, selon une experte de l'ONU

2 juillet 2019

La situation des droits de l'homme au Belarus semble stable et calme mais elle reste fondamentalement mauvaise, sans progrès significatifs, a déclaré une experte des Nations Unies. Anaïs Marin, a particulièrement déploré l'absence de progrès et le manque de volonté politique sur la question de la peine de mort.

Elle a également souligné les restrictions additionnelles imposées à la liberté d'expression et à la liberté des médias.

D'autre part, « les restrictions abusives des libertés d'association et de réunion pacifique demeurent récurrentes ».

Elle a accordé une attention particulière aux conditions de détention déplorables d'enfants privés de liberté dans le cadre d'une politique antidrogue sévère. L'experte a également mis l'accent sur les discriminations persistantes à l'égard de groupes tel que les Roms et les membres de la communauté LGBTI.

La Rapporteuse spéciale a salué les efforts entrepris par le gouvernement pour engager le dialogue avec la société civile et son engagement renouvelé avec les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies.

Le Bélarus ne reconnaissant pas son mandat, Mme Marin n'a pas pu se rendre dans le pays.

Source : ONU

Piratage massif de données fiscales en Bulgarie, un suspect arrêté

18 juillet 2019

Une cyberattaque sans précédent a eu lieu en Bulgarie. Les données de 5 millions de personnes ont été volées à l'administration fiscale du pays. Un suspect a été arrêté, mais ses motifs demeurent un mystère.

Pratiquement toute la population active en Bulgarie est victime de cette cyberattaque. Les données ont été envoyées à plusieurs médias bulgares par courriel.

Un Bulgare âgé de 20 ans, expert en cybersécurité, a été arrêté.

Source : RFI

Ukraine : le coût humain du conflit s'accroît, déplore l'ONU

16 juillet 2019

Le coût humain du conflit en Ukraine augmente, a déclaré la cheffe des affaires politiques de l'ONU. Le conflit se poursuit dans la région orientale du Donbass, ce qui pose de graves problèmes quotidiens à ceux qui vivent dans la région.

Malgré certains progrès réalisés par le Groupe de contact trilatéral sur l'Ukraine - composé de représentants de l'Ukraine, de la Russie et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) - dans l'amélioration de la situation sécuritaire et humanitaire, les tentatives visant à parvenir à un accord sur un cessez-le-feu ont constamment échoué.

Les civils sont quotidiennement confrontés à des bombardements aveugles et à la menace des mines terrestres. Au 30 juin, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) avait enregistré 91 victimes civiles liées au conflit, dont 13 morts.

Cet exposé devant le Conseil de sécurité a coïncidé avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation en Ukraine, qui reconnaît l'ukrainien comme seule langue d'État, ce qui signifie qu'il doit être utilisé dans le secteur public, notamment dans de nombreuses fonctions et services gouvernementaux. Cela malgré la forte minorité russophone.

Récemment, le dialogue a pu être rétabli entre les chefs d'État russe et ukrainien, ce qui permet à la tension de retomber entre les deux pays.

Rien ne devrait changer avant de connaître les résultats des législatives ukrainiennes, qui auront lieu le 21 juillet.

Sources : ONU, RFI

ASIE

Mousson en Asie du Sud : au moins 270 morts

19 juillet 2019

Les pluies torrentielles de la mousson ont coûté la vie à plus de 270 personnes ces derniers jours en Asie du Sud, affectant des millions d'habitants.

Faisant rage de juin à septembre, la mousson, bien qu'essentielle à l'irrigation des cultures et au cause aussi chaque année de nombreuses victimes et destructions.

En Inde, le pèlerinage de l'Amarnath, l'un des plus dangereux au monde

17 juillet 2019

En Inde, le pèlerinage hindou d'Amarnath se déroule actuellement au Cachemire. Chaque été, des centaines de milliers de pèlerins viennent se recueillir dans une grotte devant un stalagmite censé représenter le dieu Shiva.

Cela demande une organisation monstre, notamment en termes de sécurité, dans cette région à majorité musulmane disputée par le Pakistan, toujours sous haute tension.

On compte aussi déjà 16 morts depuis le début du pèlerinage. Mais ces décès sont dus à des arrêts cardiaques ou des problèmes de santé.

La grotte d'Amarnath se trouve à presque 4 000 mètres d'altitude dans les montagnes de l'Himalaya et de nombreux pèlerins sont très loin d'être des alpinistes ou même des randonneurs chevronnés.

D'autre part, ce pèlerinage se déroule dans une région particulièrement sensible. C'est la raison pour laquelle d'importantes mesures de sécurité sont prises.

Le Cachemire, région à majorité musulmane reste en proie au séparatisme et les groupes jihadistes ont par ailleurs souvent ciblé les pèlerins hindous se rendant à Amarnath par le passé.

Source : RFI

Le Pakistan sommé de réexaminer la condamnation à mort d'un "espion" indien

17 juillet 2019

La Cour internationale de justice a ordonné mercredi au Pakistan de "réexaminer" la condamnation à mort d'un Indien pour espionnage, affirmant qu'Islamabad avait "privé" l'Inde du "droit de communiquer" avec lui.

Kulbhushan Sudhir Jadhav, un ancien ingénieur de la Marine indienne âgé de 48 ans, avait été condamné à mort par une cour martiale pakistanaise en avril 2017 pour "espionnage, sabotage et terrorisme". L'Inde a toujours démenti que M. Jadhav soit un espion.

M. Jadhav avait été arrêté en mars 2016 dans la province instable du Baloutchistan, dans le sud-ouest du Pakistan. Les autorités pakistanaises affirment qu'il a reconnu être un espion travaillant pour le compte des services de renseignement indiens.

De son côté, l'Inde avait accusé le Pakistan d'avoir enlevé l'ancien ingénieur en Iran "où il se livrait à des activités commerciales après avoir pris sa retraite de la Marine indienne".

"Si le Pakistan veut améliorer les relations (avec l'Inde), il devrait le libérer et permettre son retour parmi nous en toute sécurité", a expliqué un responsable du gouvernement indien.

L'Inde et le Pakistan s'accusent régulièrement d'envoyer des espions et il n'est pas rare qu'ils expulsent des diplomates accusés d'espionnage, notamment lorsque leurs relations se tendent. Mais cela s'est rarement soldé par des condamnations à mort ces dernières années.

Source : AFP

Pakistan : arrestation d'Hafiz Saeed, fondateur du mouvement armé Lashkar-e-Taiba

17 juillet 2019

Au Pakistan, Hafiz Saeed, le fondateur du mouvement armé Lashkar-e-Taiba, a été arrêté. Il est accusé d'avoir organisé les attaques de Bombay, en Inde, en 2008, qui avaient fait plus de 160 morts.

Selon l'agence antiterroriste pakistanaise, Hafiz Saeed est accusé de financer des organisations interdites. Au début du mois déjà, 13 dirigeants de la Jamaat ud-Dawa, l'organisation caritative qu'il dirige et qui a été interdite par Islamabad, avaient été arrêtés pour financement du terrorisme au travers de trusts et des organisations à but non lucratif.

Ces organisations avaient elles-mêmes été interdites en avril.

Depuis quelques mois, le Pakistan tente donc de répondre aux critiques qui l'accusent de financer le terrorisme.

En février, le Groupe d'action financière, l'organisation intergouvernementale chargée de lutter contre le terrorisme et le blanchiment d'argent, avait menacé de mettre Islamabad sur sa liste noire s'il ne tenait pas ses promesses. La date butoir est fixée en octobre.

L'arrestation d'Hafiz Saeed intervient également à cinq jours de la rencontre du Premier ministre pakistanais et du président américain à Washington. L'an dernier Donald Trump avait suspendu 300 millions de dollars d'aide militaire à Islamabad, considéré comme un partenaire « *peu fiable* » dans la lutte contre l'extrémisme.

Source : RFI

Le conseil du FMI approuve une aide de 6 milliards de dollars au Pakistan

4 juillet 2019

Le FMI a approuvé un nouveau plan d'assistance financière de 6 milliards de dollars sur trois ans en faveur du Pakistan, en échange d'un sévère plan d'austérité.

Ce feu vert permet le déblocage immédiat d'une première tranche d'aide d'environ un milliard de dollars.

Le reste devrait être versé progressivement, au fur et à mesure de la mise en œuvre du plan, qui fera l'objet d'un examen trimestriel, a précisé le Fonds monétaire international.

Cette approbation permettra également de débloquent 38 milliards de dollars de prêts supplémentaires des partenaires internationaux du Pakistan pendant la durée du plan.

Le gouvernement du Premier ministre Imran Khan, arrivé au pouvoir l'an dernier, a longtemps été réticent à l'idée de négocier ce nouvel accord avec le Fonds, cherchant d'abord l'assistance de pays alliés comme la Chine, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

Mais l'inflation qui a atteint près de 9% l'a contraint à se tourner une fois de plus vers le FMI.

Source : Reuters

Pakistan : haro via Twitter sur les journalistes trop critiques

5 juillet 2019

Un hashtag appelant à l'arrestation de journalistes critiques du gouvernement et de l'armée est devenu brièvement le plus utilisé sur Twitter début juillet au Pakistan, aggravant les inquiétudes quant à un accroissement de la censure des médias dans le pays.

Les journalistes "aboient continuellement contre l'armée et il est temps de les pousser aussi en prison", a tweeté un internaute.

Des cas d'enlèvements, de passages à tabac et même d'assassinats ont été recensés.

L'année dernière, le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a déclaré dans un rapport que l'armée avait "discrètement, mais efficacement, imposé des restrictions à l'information", ce que celle-ci nie.

Source : AFP

La Zone verte de Bagdad a rouvert, celle de Kaboul s'agrandit

19 juillet 2019

La Zone verte de Bagdad, inaccessible à la population irakienne pendant 16 ans, a rouvert début juin, signe de l'amélioration de la situation sécuritaire. Celle de Kaboul, avec ses blocs de béton armé de six mètres de haut, s'étend au contraire toujours plus face aux menaces d'attentats.

La Zone verte de Kaboul vit bunkérisée. Erigée en 2001 après la chute des talibans, qu'une coalition menée par les Etats-Unis avait chassés du pouvoir, elle abrite la plupart des ambassades, le quartier général de l'Otan ou encore le palais présidentiel. Nombre d'hommes politiques de premier plan y vivent.

Toute la journée, des hélicoptères la survolent. Gradés et personnels d'ambassades ne se rendent à l'aéroport, distant de moins de cinq kilomètres, que par les airs, par crainte d'attentats au sol. Car la Zone a beau être considérée comme "verte", elle a été l'objet de nombreuses attaques.

Source : AFP

Les attentats se poursuivent en Afghanistan

19 juillet 2019

Au moins 4 personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées dans l'explosion d'une bombe à proximité de l'entrée d'une université de Kaboul vendredi matin, selon des responsables. L'explosion est due à une bombe magnétique, une arme fréquemment utilisée par les criminels et insurgés dans la capitale afghane qui la dissimulent sous le véhicule de la personne visée.

Début juillet, un attentat-suicide, revendiqué par les talibans, a tué au moins 12 personnes et en a blessé 179 autres dans l'est de l'Afghanistan. Un kamikaze s'est fait exploser à bord d'une voiture piégée dans la ville de Ghazni, prenant pour cible les services de renseignement.

Début juillet, les talibans ont revendiqué une attaque dans un quartier peuplé de civils à Kaboul, la capitale afghane, faisant plus de 100 victimes. De nombreux femmes et enfants ont péri ou ont été blessés.

L'attaque a aussi endommagé des écoles et d'autres infrastructures civiles. La cheffe du Fonds des Nations Unies pour l'enfance a déclaré que la situation en matière de sécurité en Afghanistan, qui était « déjà catastrophique », s'est récemment détériorée.

Sources : AFP, ONU, RFI

Processus de paix en Afghanistan : vers un accord entre les différents partis

11 juillet 2019

Le septième round des discussions entre les représentants talibans et l'émissaire américain s'est achevé ce mardi 9 juillet à Doha, au Qatar. Les deux partis disent n'avoir pas rencontré d'obstacle et vont plancher chacun de leur côté sur les derniers détails d'un accord-cadre.

L'accord-cadre comprendra quatre points. À commencer par le retrait des troupes étrangères, puis la garantie par les talibans que l'Afghanistan ne devienne pas un refuge pour les terroristes, la mise en place de négociations intra-afghanes et enfin l'instauration d'un cessez-le-feu.

Dans les rues de la capitale afghane, la population est partagée entre espoirs de voir la paix conclue et la crainte d'un avenir toujours aussi sombre. Les femmes, notamment, craignent de voir leurs droits fortement réduits en cas de retour des talibans au pouvoir.

Source : RFI

Au Xinjiang, le tourisme explose malgré les internements forcés ; 37 pays soutiennent la Chine au sujet du Xinjiang

15 juillet 2019

Malgré la chape de plomb sécuritaire, le tourisme continue au Xinjiang. Mais dans cette région du nord-ouest de la Chine frappée par des attentats, les visiteurs, surtout chinois, sont tenus éloignés des controversés centres d'internement pour musulmans.

Après une série d'attaques sanglantes commises par des membres de la minorité turque des Ouïghours, les autorités ont imposé des mesures draconiennes dans ce vaste territoire, frontalier avec l'Asie centrale, l'Afghanistan et le Pakistan.

La Chine est soupçonnée d'avoir interné jusqu'à un million de personnes, surtout musulmanes, dans des camps de rééducation. Pékin dément ce chiffre et parle de "centres de formation professionnelle" pour lutter contre la radicalisation islamiste.

Ce qui n'empêche pas le Xinjiang, terre de brassage de populations et connu pour ses sites historiques, son patrimoine et ses espaces naturels, de vouloir attirer les touristes. Les patrouilles de police et les barrages routiers ne les refroidissent pas, et la région est très sécurisée.

En 2020, le Xinjiang vise 300 millions de visites touristiques annuelles - soit le double du nombre de visites en 2018 - et 600 milliards de yuans (77 milliards d'euros) de revenus, selon le Bureau régional du tourisme.

D'autre part, 37 pays, dont la Russie, l'Arabie saoudite et la Corée du Nord, ont écrit à l'ONU pour soutenir Pékin, après la lettre envoyée par une vingtaine de pays, principalement occidentaux, pour dénoncer les internements dans la région chinoise du Xinjiang.

Cette lettre, co-signée notamment par la Russie, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Corée du Nord, l'Algérie, le Nigeria, les Philippines et la Syrie, a été annoncée par la Chine ce vendredi au dernier jour de la 41^e session du Conseil des droits de l'Homme à Genève.

Les cosignataires de la lettre « félicitent la Chine pour ses remarquables réalisations en matière de droits humains ». Ils « prennent note que le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux ont causé d'énormes dommages à tous les groupes ethniques du Xinjiang ».

« Face au grave défi du terrorisme et de l'extrémisme, la Chine a pris une série de mesures de lutte contre le terrorisme et de déradicalisation dans le Xinjiang, notamment la création de centres d'enseignement et de formation professionnels », poursuivent-ils, soulignant que « la sécurité est revenue » dans la région.

La Chine est une redoutable puissance, et nombre de pays préfèrent lui prêter allégeance. De même, le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré que les gens vivaient "heureux" au Xinjiang, une apparente volte-face après la ferme dénonciation par Ankara de la politique sécuritaire dans la région.

Sources : AFP, Le Figaro avec AFP

Les diplomates chinois à l'assaut de Twitter pour défendre la politique de Pékin

17 juillet 2019

Depuis quelque temps, les diplomates chinois se font très présents sur Twitter, dont l'accès est bloqué aux citoyens par la censure.

Le ton est rapidement monté en début de semaine entre Susan Rice, ex-ambassadrice des États-Unis à l'ONU et Zhao Lijian, n° 2 de l'ambassade de Chine au Pakistan, un pays allié de Pékin.

Un tweet de ce dernier a mis le feu aux poudres, affirmant que la ségrégation régnait à Washington et que des quartiers entiers habités par « *des Noirs et des Latinos* » étaient interdits d'accès « *aux Blancs* ».

Le diplomate chinois n'en est pas à son coup d'essai. Sur son compte créé en 2010, il a pris l'habitude de tancer les États-Unis au sujet de la guerre commerciale ou de défendre la politique chinoise dans le Xinjiang, où plus d'un million de membres de la minorité musulmane seraient internés dans des camps.

Il a été rejoint sur Twitter au début du mois par Cui Tiankai, l'ambassadeur chinois aux États-Unis, dès son troisième tweet, un message simple et clair en réaction à une vente américaine d'armes à Taïwan : « *Taïwan fait partie de la Chine.* ».

Source : RFI

En Chine, la peste porcine fait s'envoler prix et importations

19 juillet 2019

En pleine année du cochon, symbole de prospérité en Chine, le cheptel du pays est décimé par la peste porcine africaine, qui fait flamber les prix et oblige à importer massivement -- le pire étant à venir selon des experts.

Le virus, particulièrement virulent et pour lequel il n'existe aucun traitement, entraîne des hémorragies mortelles aux cochons et aux sangliers.

La peste porcine ne présente cependant aucun danger pour l'homme, même s'il mange de la viande contaminée.

Porc à la sauce aigre douce, brioches à la vapeur farcies, raviolis, rouleaux de printemps... la viande de cochon est de loin la plus consommée dans le pays.

"La peste porcine africaine touche aujourd'hui entre 150 et 200 millions de bêtes" en Chine, estime la banque Rabobank dans une étude qui date d'avril 2019.

Le cheptel porcin chinois -- le plus important au monde -- a diminué sur un an de 15% au premier semestre, selon des chiffres publiés lundi par le Bureau national des statistiques (BNS). Des millions de porcs sont tués, parfois dans des conditions de souffrance atroce pour les animaux.

Pour répondre à la demande, Pékin se tourne vers la viande porcine étrangère, notamment de l'Union européenne (+37% d'importations en tonnes sur un an en janvier-avril selon la Commission européenne) et du Brésil.

D'abord identifiée l'été dernier dans le nord-est du pays, la peste porcine a rapidement gagné l'ensemble des régions chinoises.

Des pays voisins comme le Vietnam, cinquième producteur mondial, et même la Corée du Nord sont aujourd'hui touchés.

Source : AFP

Shanghai lance un grand programme de recyclage de déchets

9 juillet 2019

La ville la plus peuplée du monde – plus de 24 millions d'habitants – est aussi l'une des plus productrices de déchets, dont seulement 20 % sont recyclés. Elle a lancé un grand programme de recyclage le 1^{er} juillet, avec quatre poubelles différentes et des règles un peu compliquées.

La principale innovation, c'est la poubelle pour déchets organiques, qui doivent être transformés en compost ou produire du biogaz. Les autres poubelles existaient déjà auparavant, mais ne fonctionnaient pas. Cette fois, la ville s'y met sérieusement.

Shanghai a embauché 1 700 instructeurs et conduit 13 000 sessions de formation. Mais au-delà de ça, la ville peut compter sur un solide réseau avec les volontaires des comités de quartier, qui sont là pour expliquer aux résidents comment s'y prendre.

On ne peut plus jeter ses ordures n'importe quand. Les poubelles ne sont ouvertes que trois heures le matin et trois heures le soir et on jette en présence des volontaires.

Pour inciter, il y a aussi un système de récompenses et de sanctions.

Source : RFI

Les policiers expatriés de Hong Kong ciblés par la colère des manifestants

17 juillet 2019

Les 32.000 policiers de Hong Kong se sont retrouvés ces dernières semaines engagés dans des batailles rangées inédites avec les protestataires les plus radicaux.

La contestation, partie du refus d'un projet de loi désormais suspendu permettant les extraditions vers la Chine, s'est élargie au rejet des autorités en général.

Les policiers sont en première ligne de la colère alors que les dirigeants de l'ex-colonie britannique semblent incapables de trouver une solution à la crise.

Mais parmi les officiers les plus décriés, on trouve un petit groupe de Britanniques ayant joué un rôle clé durant les affrontements où ont été utilisés gaz lacrymogènes et balles en caoutchouc.

Lorsque leur rôle a été évoqué par les médias locaux, leurs informations personnelles ont été publiées en ligne.

En amont de la rétrocession de Hong Kong à Pékin en 1997, la police hongkongaise comptait environ 900 officiers expatriés. La plupart d'entre eux étaient originaires du Royaume-Uni.

Ils ne sont plus qu'une soixantaine et parlent souvent couramment le cantonais.

Aujourd'hui, manifestants comme défenseurs des droits accusent la police d'usage excessif de la force.

Les expatriés identifiés sont dépeints comme des mercenaires à la solde d'une Chine autoritaire qui veut écraser les libertés de Hong Kong.

Les officiers rejettent ces accusations, de même qu'ils démentent tout usage excessif de la force.

Les gradés soulignent que beaucoup de policiers ont de la sympathie pour ceux qui manifestent pacifiquement, qu'ils ont contribué au bon déroulement de gigantesques défilés et n'ont pas leur mot à dire dans les décisions politiques.

Source : AFP

Hong Kong : la crise politique révèle le mal-être de la jeunesse

8 juillet 2019

La crise liée à un projet de loi – actuellement suspendu – sur l'extradition a déjà provoqué 4 morts indirectes, dont au moins 3 suicides, et un accident mal élucidé chez des jeunes de moins de 30 ans. Les autorités sanitaires tirent la sonnette d'alarme, alors que la santé mentale reste peu ou mal comprise dans cette société largement conservatrice.

Opposées au projet de loi sur l'extradition vers la Chine continentale, on a vu deux millions de personnes descendre paisiblement dans la rue.

Les jeunes n'ont pas de perspectives d'avenir, se sentant poussés inexorablement vers un monde, le modèle chinois, qu'ils rejettent viscéralement.

Résultat de cette vague dépressive, toutes les agences et les services en ligne de soutien se disent débordés par les appels. Il faut dire que le contexte de la vie à Hong Kong est particulièrement stressant : outre la densité de la population, une des plus fortes du monde, Hong Kong a aussi le plus fort taux d'inégalités de tous les pays (ou territoires) développés.

Cela fait au moins 20 ans que l'ascenseur social ne fonctionne plus ; les milliardaires – qui au moins pour moitié sont partis de rien en arrivant de Chine dans les années 1940 et 1950 – contrôlent aujourd'hui les principaux secteurs de l'économie et l'immobilier est devenu totalement inaccessible.

Source : RFI

La fin de l'indépendance de Taïwan n'est qu'une question de temps...

15 juillet 2019

Présidentielle : Han Kuo-yu, un pro-Pékin affrontera Tsai Ing-wen en 2020

À Taïwan, Han Kuo-yu, un maire populiste favorable au rapprochement avec Pékin a été désigné comme le candidat du principal parti d'opposition, le Kuomintang à la prochaine élection présidentielle de janvier 2020. Il affrontera l'actuelle présidente Tsai Ing-wen, farouche opposante aux dirigeants chinois et au principe de « Chine unique ».

On se doute que l'ascension météorique de Han Kuo-yu est directement liée au soutien de Pékin. Très bas dans les sondages, la dirigeante taiwanaise connaît cependant un regain de popularité ces derniers temps.

En tournée dans les Caraïbes, elle espère renouer les liens avec les alliés de Taiwan (de moins en moins nombreux en raison de la pression chinoise), mais aussi renforcer le dialogue avec les États-Unis, lors de deux escales (Haïti et États-Unis) qui suscitent la colère de Pékin.

Livraisons d'armes à Taïwan : la Chine annonce qu'elle va sanctionner les entreprises américaines impliquées dans une vente récente

Pékin a annoncé des sanctions contre les entreprises américaines impliquées dans une vente d'armes à hauteur de 2,2 milliards de dollars à Taïwan.

Cette vente intervient par ailleurs dans un contexte où Pékin et Washington se livrent une guerre commerciale depuis des mois.

Pékin menace de recourir à la force en cas de proclamation formelle d'indépendance à Taipei ou d'intervention extérieure -- notamment de la part des États-Unis, principal appui militaire de l'île.

De son côté, Washington, qui a rompu en 1979 ses relations diplomatiques avec Taipei afin de reconnaître Pékin comme le seul représentant de la Chine, reste l'allié le plus puissant du territoire insulaire et son principal fournisseur d'armes. De fait, le président Donald Trump n'a pas fait mystère de ses intentions de renforcer les liens avec l'île.

Sources : RFI, AFP

Corée du Nord : mise en garde de Pyongyang contre les prochaines manœuvres entre Séoul et Washington

17 juillet 2019

La Corée du Nord a prévenu mardi que des exercices militaires imminents entre Washington et Séoul (en août) pourraient avoir des répercussions sur la reprise annoncée de ses pourparlers avec les États-Unis, laissant entendre qu'elle pourrait revoir son moratoire sur ses essais balistiques et nucléaires.

Il s'agit de la première déclaration nord-coréenne sur les manœuvres militaires depuis que Donald Trump et Kim Jong Un sont convenus le mois dernier, lors d'une rencontre impromptue dans la Zone démilitarisée qui divise la péninsule, de reprendre les discussions nucléaires après des mois de blocage.

Les États-Unis et la Corée du Sud organisent des exercices militaires conjoints depuis des années mais l'échelle en a été réduite pour faciliter le dialogue avec le Nord à la suite du premier sommet historique entre le président américain et le dirigeant nord-coréen à Singapour en juin 2018.

Près de 30.000 soldats américains sont déployés en Corée du Sud et les exercices annuels qu'ils mènent avec des dizaines de milliers de soldats sud-coréens n'ont jamais manqué de courroucer Pyongyang. Le Nord les considère comme la répétition générale de l'invasion de son territoire.

Mais Donald Trump avait annoncé à Singapour la suspension des manœuvres qualifiées de "très provocatrices". Washington exige officiellement une "dénucléarisation totale, définitive et vérifiée de la Corée du Nord" comme condition d'un allègement des sanctions qui pèsent sur Pyongyang en raison de ses programmes nucléaire et balistique interdits.

Source : AFP

Guerre commerciale entre le Japon et la Corée du Sud

19 juillet 2019

Le Japon sanctionne l'industrie sud-coréenne de semi-conducteurs

Le Japon a colonisé la Corée de 1910 à 1945.

La Cour suprême sud-coréenne a récemment condamné des entreprises japonaises, accusées de travail forcé pendant la Seconde Guerre mondiale.

En représailles, le gouvernement japonais restreint l'exportation en Corée du Sud de composants fabriqués presque exclusivement au Japon et indispensables à la fabrication de semi-conducteurs et d'écrans de smartphones.

La mesure frappe ainsi une industrie vitale pour l'économie sud-coréenne.

La Corée du Sud a annoncé qu'elle allait déposer une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais l'impact pour l'industrie coréenne des semi-conducteurs pourrait n'être que temporaire, car la Corée du Sud a déjà annoncé qu'elle envisageait d'investir pour produire elle-même ces composants chimiques.

Boycotts massifs de produits japonais en Corée du Sud

En représailles, les Sud-Coréens, grands amateurs de bière, boycottent les mousses japonaises. Les plus patriotes demandent même des comptes aux blogueuses beauté coupables de vanter du maquillage nippon.

Les ventes de bières Asahi, Kirin, Sapporo et Suntory ont dégringolé de près de 25% durant les deux premières semaines de juillet, comparé à la seconde moitié du mois de juin.

En Corée du Sud, près de 70% des habitants disent nourrir encore de l'animosité envers l'ancien colonisateur, le Japon, la colère est vive.

Environ 3.700 propriétaires de commerces ont décidé d'arrêter de commander tout ou partie des produits japonais qu'ils commandaient jusqu'à présent, selon l'organisme professionnel Korea Mart Association.

Les blogueuses beauté sont surveillées. Risabae, dont la chaîne vidéo compte plus de deux millions d'abonnés, a dû s'excuser pour avoir présenté récemment un produit de maquillage japonais.

Un Sud-Coréen s'immole par le feu devant l'ambassade du Japon à Séoul

Selon la police, le septuagénaire a allumé un incendie à l'intérieur de son véhicule garé devant l'ambassade. Une vingtaine de bouteilles de gaz ont également été retrouvées dans son véhicule. La presse locale a rapporté que le beau-père du septuagénaire avait été victime de travail forcé sous la férule japonaise pendant la Seconde guerre mondiale.

Sources : RFI, AFP

Japon : premières prises de baleines à des fins commerciales depuis 31 ans

1^{er} juillet 2019

Après 30 ans d'interruption, la pêche à la baleine à des fins commerciales a pu reprendre pour les harponneurs japonais. Ce retour en mer des baleiniers dans le but de tuer des cétacés pour la consommation découle de la décision prise il y a six mois par le gouvernement de quitter la Commission baleinière internationale (CBI) et de s'affranchir ainsi d'un moratoire.

"Nous estimons que les baleines sont des ressources marines comme les poissons et qu'elles sont utilisables sur la base de critères scientifiques", a expliqué à l'AFP un responsable du ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche.

"Nous déterminons des quotas de sorte à ne pas nuire aux espèces", a-t-il précisé. Le maximum d'ici à décembre est fixé à 227 prises.

Il y a une volonté et une fierté de préserver un rite auquel tient une part de la population.

Source : BFM avec AFP

Drogue aux Philippines : Amnesty réclame à l'ONU une enquête sur les meurtres "systématiques"

8 juillet 2019

Amnesty International a réclamé à l'ONU une enquête indépendante sur les milliers de Philippins tués au nom de la guerre déclarée à la drogue par le président Rodrigo Duterte, dénonçant des abus devenus "systématiques", perpétrés dans "l'impunité".

La répression, qui remporte un franc succès auprès de nombreux Philippins, constitue la politique phare du chef de l'Etat, mais les meurtres nocturnes commis par les policiers philippins sont condamnés à l'international.

Rodrigo Duterte est arrivé au pouvoir en 2016 sur la promesse d'éradiquer le trafic de drogue en faisant abattre des dizaines de milliers de trafiquants et toxicomanes présumés.

Dans son deuxième rapport sur le sujet, Amnesty déclare que les victimes sont principalement des Philippins pauvres qui figurent pour beaucoup sur "des listes de surveillance de la drogue".

La presse se désintéresse du massacre, les autorités n'enquêtent pas, il n'y a pas non plus de programmes de soins adéquats pour les toxicomanes.

"Cela a pour effet de créer un climat d'impunité totale dans le pays, dans lequel les policiers et d'autres sont libres de tuer sans aucune répercussion", accuse le rapport.

"L'échec de la communauté internationale à apporter une véritable réponse à ces graves violations des droits de l'Homme (...) a encouragé le gouvernement à élargir la répression aux médias indépendants, aux défenseurs des droits de l'Homme et aux militants politiques".

L'ONG appelle le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à ouvrir une enquête indépendante "afin de mettre fin à ces crimes, de fournir justice et réparations aux familles et victimes innombrables".

Source : AFP

Des chefs de l'armée birmane sanctionnés par Washington pour "nettoyage ethnique"

17 juillet 2019

Les Etats-Unis ont annoncé mardi des sanctions à l'encontre du chef de l'armée et de trois autres responsables militaires birmans pour le "nettoyage ethnique" des Rohingyas, tout en réclamant qu'ils soient tenus de rendre des comptes après leur campagne de violence.

Ces sanctions sont l'illustration la plus marquante de la déception des autorités américaines depuis le lancement en 2011 par le régime birman de réformes politiques ayant entraîné un réchauffement des relations entre la junte militaire et Washington, et qui ont permis par la suite la mise en place d'une autorité politique élue.

Le secrétaire d'Etat s'est par ailleurs dit "préoccupé" par le fait que le gouvernement birman n'avait "pas agi afin de tenir pour responsables les auteurs" des violences ayant poussé à partir de fin août 2017 quelque 740.000 musulmans rohingyas à fuir la Birmanie, majoritairement bouddhiste.

Persécutés par les forces armées birmanes et des milices bouddhistes, ces membres d'une minorité musulmane apatride se sont réfugiés dans d'immenses campements de fortune au Bangladesh.

Mais plusieurs centaines de milliers d'entre eux vivent toujours dans l'Etat Rakhine en Birmanie, souvent dans des camps sordides.

L'organisation Médecins sans frontières a estimé qu'au moins 6.700 Rohingyas ont été tués le premier mois de la répression.

La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) va demander l'ouverture d'une enquête sur la déportation présumée des Rohingyas par la Birmanie vers le Bangladesh, qui pourrait constituer un crime contre l'humanité. Il revient désormais aux juges assignés à cette affaire d'autoriser ou non l'ouverture d'une telle enquête.

Source : AFP

L'ONU doute de la volonté de la Birmanie d'œuvrer pour le retour des Rohingyas

11 juillet 2019

Le retour des réfugiés Rohingyas est en suspens. La Birmanie a annoncé qu'elle allait envoyer une délégation dans des camps de réfugiés au Bangladesh pour rassurer les personnes qui souhaitent rentrer dans leur pays.

Sauf que sur le terrain, entre les violences des forces de sécurité contre la minorité et les mesures pour favoriser les expropriations, rien n'indique que les autorités le veulent vraiment. Villages brûlés, disparitions forcées, viols, les Nations unies s'inquiètent du niveau de violence qui perdure dans l'État de Rakhine (aussi appelé Arakan). 126 000 Rohingyas, y seraient déplacés.

Pour eux, comme pour les plus de 700 000 personnes qui ont fui au Bangladesh, un retour semble improbable. La Haute-Commissaire adjointe des Nations unies aux droits de l'homme, Kate Gilmore, pointe la responsabilité des autorités birmanes, et l'ONU appelle les autorités à reconnaître la pleine citoyenneté de la minorité musulmane.

Source : RFI

Thaïlande : fin des tribunaux militaires pour civils

10 juillet 2019

Le chef de la junte militaire de Thaïlande, devenu Premier ministre, a mis fin le 9 juillet à des dizaines de lois édictées après son coup d'Etat de 2014, comme le recours aux tribunaux militaires pour les civils, mais il conserve les détentions arbitraires.

Depuis le coup d'État de 2014, quelque 2 000 personnes ont été jugées par des tribunaux militaires pour des prises de position anti-junte ou crimes de lèse-majesté, une offense passible de plusieurs années de prison dans le royaume.

Source : RFI

Excédés par la pollution, des habitants de Jakarta poursuivent le gouvernement

4 juillet 2019

Un groupe d'habitants de Jakarta a porté plainte contre le gouvernement indonésien, excédé par la pollution qui étouffe la mégalopole dans l'indifférence quasi générale.

La capitale indonésienne est enveloppée d'un nuage toxique persistant depuis début juin et a été à plusieurs reprises sur cette période classée la ville la plus polluée au monde.

La plainte vise sept responsables politiques, dont le président indonésien Joko Widodo, le gouverneur de Jakarta et plusieurs ministres.

La conurbation de Jakarta compte au total 30 millions d'habitants.

Greenpeace Indonésie met notamment la pollution sur le compte du trafic routier dans cette ville qui compte parmi les plus embouteillées au monde. L'ONG l'impute aussi à l'habitude des habitants de brûler leurs ordures en plein air, ainsi qu'à la présence de huit centrales à charbon dans un rayon de 100 kilomètres autour de la capitale.

Sur les réseaux sociaux, des internautes ont aussi entamé une campagne de sensibilisation, invitant les habitants de Jakarta à publier leurs photos de la ville étouffée par la pollution sous le hashtag #SetorFotoPolusi (poste ta photo de pollution). Mais la plupart des habitants se disent habitués à la pollution et ils sont peu nombreux à porter des masques.

Source : AFP

Indonésie : radicalisme en pente douce

1^{er} juillet 2019

En Indonésie, le pays à majorité musulmane le plus peuplé au monde, les signes de la montée du radicalisme religieux se multiplient. En particulier, depuis l'incarcération en mai 2017 de l'ex-gouverneur de Jakarta accusé de blasphème, l'intolérance à l'encontre des minorités semble gagner du terrain.

La révision en cours du Code pénal indonésien témoigne, par ailleurs, de cette influence grandissante des radicaux, alors que la religion se prépare également à être un thème majeur de la campagne pour la présidentielle de 2019, qui est déjà au cœur de tous les débats.

Source : RFI

Le président sri-lankais opposera son veto à un accord militaire avec les Etats-Unis

6 juillet 2019

Le président sri-lankais a annoncé qu'il opposerait son veto à un projet d'accord militaire de son gouvernement avec les Etats-Unis, qui fournirait aux forces américaines un accès libre aux ports du pays.

Maithripala Sirisena a expliqué qu'il s'opposait au projet d'accord SOFA (Status of Forces Agreement) en cours de négociations entre le Sri Lanka et les Etats-Unis pour renforcer leurs relations militaires bilatérales.

Le président Sirisena est à couteaux tirés avec son Premier ministre (prooccidental), Ranil Wickremesinghe.

Le président Sirisena a promis qu'il n'y aurait pas d'accords conclus "contre les intérêts nationaux du Sri Lanka" tant qu'il serait en fonctions. Son mandat s'achève en janvier.

Washington avait annoncé il y a un an qu'il accordait 39 millions de dollars au Sri Lanka, pour développer sa sécurité maritime, à un moment où la Chine vise à renforcer sa présence stratégique dans le pays.

Pékin développe ainsi ses investissements dans les ports et autres projets de construction dans l'île, dans le cadre de son projet des "Nouvelles routes de la soie".

La Chine s'est engagée à continuer de fournir une aide financière, y compris des prêts, au Sri Lanka, bien que les mises en garde se multiplient sur la dette croissante du pays.

Le Sri Lanka a accordé à la Chine un bail de 99 ans pour le port de Hambatota, se révélant incapable de rembourser les prêts accordés par Pékin pour ce projet de 1,4 milliard de dollars. Ce port assure désormais à la Chine un emplacement stratégique dans une région longtemps dominée par l'Inde.

Source : AFP

Le Sri Lanka rétablit la peine de mort 40 ans après et recrute deux bourreaux

30 juin 2019

Le Sri Lanka s'apprête à reprendre les exécutions de prisonniers condamnés à mort après plus de 40 ans de moratoire et malgré les critiques internationales. Deux bourreaux ont été embauchés. Le président Maithripala Sirisena compte ainsi lutter contre les crimes liés au trafic de drogue.

Le président sri lankais Maithripala Sirisena a déjà signé l'ordre d'exécuter 4 trafiquants de drogue. En mettant fin au moratoire sur la peine capitale, le président Maithripala Sirisena dit vouloir dissuader les trafiquants de drogue. D'après la présidence, le Sri Lanka compte 200 000 toxicomanes et 60% des prisonniers sont condamnés pour des crimes liés à la drogue.

Source : RFI

Huile de palme : la Malaisie annonce une plainte contre l'UE

16 juillet 2019

La Malaisie va porter plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre le projet de l'Union européenne de supprimer l'huile de palme des biocarburants européens d'ici 2030, a annoncé. L'UE s'en prend à l'huile de palme à cause de son effet sur la déforestation et sur le changement climatique.

La Malaisie est le deuxième producteur mondial d'huile de palme après l'Indonésie et serait durement pénalisé par cette mesure. La Malaisie espère pouvoir coopérer avec l'Indonésie sur la plainte.

En mars, le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad a menacé de représailles, indiquant que le pays pourrait finalement acheter des avions de combat chinois au lieu de Rafale français ou d'Eurofighter Typhoon.

Source : AFP

La Papouasie exige de l'Australie un calendrier pour évacuer les réfugiés

19 juillet 2019

Le Premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée James Marape a appelé l'Australie vendredi à fixer une date-limite pour relocaliser des centaines de demandeurs d'asile bloqués sur l'île de Manus depuis des années. Il rencontrera son homologue australien à Canberra la semaine prochaine.

L'Australie mène depuis 2013 une politique d'immigration draconienne. Elle n'accepte aucun boat people sur son sol. Les migrants qui ne sont pas directement refoulés en mer sont envoyés dans des camps de rétention dans le Pacifique, comme Manus ou sur l'île de Nauru.

Les conditions de vie des demandeurs d'asile sont dénoncées par l'ONU et les ONG. Beaucoup ont été relocalisés mais environ 450 hommes sont toujours à Manus. Ces dernières semaines, le nombre de tentatives de suicide a augmenté. Canberra justifie sa politique par la nécessité de décourager les passeurs.

Depuis qu'il est devenu Premier ministre il y a deux mois, James Marape a déclaré la guerre à la corruption endémique dans son pays et promis de rééquilibrer ses relations avec ses alliés, ainsi qu'avec les multinationales qui exploitent les vastes ressources minières de la Papouasie.

Source : AFP

Australie : prochain référendum sur la reconnaissance constitutionnelle des Aborigènes

10 juillet 2019

Un référendum sur la reconnaissance dans la Constitution australienne des Australiens aborigènes sera organisé dans les trois ans, a annoncé mercredi le ministre des Affaires indigènes.

Les Aborigènes et les indigènes du détroit de Torrès vivent depuis des dizaines de milliers d'années dans l'immense île-continent où les premiers colons britanniques sont arrivés en 1788. Ils représentent environ 3% de la population australienne mais sont de loin les plus défavorisés.

Source : AFP

AFRIQUE

Madagascar : adoption d'une loi contre la corruption

10 juillet 2019

Une loi essentielle dans la lutte contre la corruption a été validée par la Haute Cour constitutionnelle malgache. Elle permet, entre autres, la saisie des biens mal acquis avant jugement, et était réclamée depuis des mois par la société civile. Laquelle n'est, pour l'heure, qu'à moitié satisfaite.

La plateforme de la société civile Rohy, très impliquée dans la lutte contre la corruption, reste vigilante. « *Ce qui pose problème, c'est que le texte n'a toujours pas été publié*, indique Faraniana Ramarosaona, coordinatrice des actions de lutte contre la corruption au sein du mouvement Rohy.

Source : RFI

Au Zimbabwe en crise, des cliniques gratuites au secours d'une population aux abois

19 juillet 2019

Les centres de santé qui offrent des soins gratuits à la population pauvre sont rares au Zimbabwe.

Le pays est englué depuis deux décennies dans une crise économique et financière catastrophique et jusque-là sans issue qui n'a pas épargné son système de santé publique.

Sous-payés, sous-équipés, les médecins sont nombreux à protester, notamment pour exiger des salaires décents en devise forte. Quant aux patients, ils sont contraints, même dans les hôpitaux d'Etat, de payer de leur poche leurs traitements. Dans un pays où 90% de la population pointe au chômage, autant dire que peu d'entre eux en ont les moyens.

Au milieu de cet ordinaire de précarité, la polyclinique de Rutsanana fait figure d'exception : elle soigne gratuitement grâce à l'aide de l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires. Même s'ils ont nettement reculé depuis les années 2000, les taux de prévalence du sida et de la tuberculose au Zimbabwe restent parmi les plus élevés de la planète.

Source : AFP

L'Afrique du Sud dangereusement "accro" à l'héroïne

15 juillet 2019

Le "nyaope" est un mélange artisanal à base d'héroïne et de marijuana qui provoque de profondes somnolences.

Hautement addictif, ce cocktail fait des ravages dans les villes et campagnes sud-africaines.

Dans tout le pays, de nombreuses rues sont devenues des supermarchés de la drogue, dénoncent en chœur ONG et experts, qui accusent la police et le gouvernement de passivité au mieux, de complicité au pire. Le gouvernement sud-africain reconnaît l'ampleur du problème et vient de lancer un énième "plan d'urgence" pour l'enrayer.

Mais dans un pays à l'économie flageolante, où le chômage frappe plus de 50% des jeunes, la route s'annonce longue.

"Le groupe le plus touché par la consommation d'héroïne est celui des jeunes Noirs exclus du marché du travail", souligne Shaun Shelly, chercheur à l'université de Pretoria.

Source : AFP

Mozambique : nouvelle attaque meurtrière attribuée à des islamistes dans le nord

29 juin 2019

Une nouvelle attaque dans le nord du Mozambique a fait 11 morts fin juin, selon des sources locales rapportées par l'AFP. Les assaillants, des hommes soupçonnés d'être des insurgés islamistes, ont décapité certaines de leurs victimes.

L'attaque s'est déroulée près de la frontière de la Tanzanie, dans la province du Cabo Delgado, la plus pauvre du pays, où les forces de l'ordre peinent à contrôler ces raids qui se multiplient depuis un an et demi.

Ce groupe d'insurgés islamistes mène en effet une guérilla sanglante dans la région sans que l'on ne connaisse ses motivations exactes.

L'attaque de fin juin s'est déroulée à une cinquantaine de kilomètres de la ville côtière de Palma.

Une région sensible, car riche en hydrocarbures. L'entreprise américaine Anadarko a confirmé sa décision d'y investir près de 22 milliards d'euros pour monter un méga projet d'exploitation offshore de gisements gaziers.

En février et en mai, les insurgés islamistes avaient d'ailleurs tendu des embuscades à des convois d'entreprises travaillant pour le projet gazier. Alors les autorités multiplient les arrestations, mais ne parviennent pas à contenir ces raids. Depuis leur première attaque, en octobre 2017, ces islamistes locaux ont déjà fait au moins 250 morts et des milliers de déplacés.

Source : RFI

Somalie : les shebabs exécutent dans leurs rangs

7 juillet 2019

En Somalie, les shebabs ont tué pas moins de 10 personnes accusées d'espionnage. Ils étaient soupçonnés d'espionner pour les renseignements somalien, kenyan et américain. Les exécutions se sont déroulées dans le sud du pays, où le mouvement occupe de larges régions. Les exécutions d'espions présumés ne sont pas rares chez les shebabs.

Les espions présumés sont souvent des civils vivant à proximité de leurs bases.

L'acte est perpétré en place publique et annoncé sur les canaux de propagande du mouvement pour inspirer la peur.

Mais le groupe s'en prend aussi à ses propres combattants, comme les Kényans.

Selon Brian Perkins, de la Fondation Jamestown, les exécutions seraient en hausse, car les shebabs sont de plus en plus paranoïaques. Ils subissent davantage de frappes américaines, des défections, ainsi qu'une rivalité accrue avec leurs ennemis du groupe État Islamique en Somalie.

Source : RFI

Somaliland : Mogadiscio fâché contre Conakry et le Kenya

5 juillet 2019

La Somalie rompt ses liens diplomatiques avec la Guinée Conakry. Annonce ce jeudi 4 juillet du ministre somalien des Affaires étrangères. La décision de Mogadiscio fait suite à la visite du président du Somaliland à Conakry. Le Somaliland est un territoire qui a fait sécession de la Somalie en 1991, mais qui n'a jamais été reconnu par la communauté internationale.

Ce jeudi 4 juillet, Mogadiscio a également mis en garde les autres nations étrangères. En effet ces derniers mois, le Somaliland réalise un fort *lobbying* diplomatique. Depuis février, ses représentants ont rencontré les ambassadeurs américain, allemand, britannique, le Premier ministre éthiopien ou encore des ministres érythréens et égyptiens.

En toile de fonds, on pense aussi à la tension actuelle entre la Somalie et le Kenya. Les deux voisins sont à couteaux tirés à cause d'un litige frontalier maritime. Dernièrement, le ministère kenyan des Affaires étrangères a décrit le Somaliland comme un véritable pays, suscitant la colère à Mogadiscio.

Je rappelle que la Somalie est alliée au Qatar, qui l'aide financièrement, tandis que le Kenya, le Somaliland et l'Éthiopie sont liés à l'alliance adverse, celle des USA – Emirats Arabes Unis – Arabie Saoudite.

Source : RFI

Éthiopie-Érythrée : un an après la réconciliation, quel bilan ?

9 juillet 2019

Il y a un an, l'Érythrée et l'Éthiopie annonçaient leur réconciliation. Ce rapprochement inédit semblait augurer le début d'une nouvelle ère. Mais en réalité, sur le terrain, la situation n'a pas vraiment changé.

De nombreux chantiers restent en suspens. La délimitation de la frontière n'est toujours pas conforme au tracé déterminé en 2002 par la Cour d'arbitrage internationale de la Haye - tracé selon lequel la région contestée de Badmé revient à l'Érythrée.

Quant à l'accès de l'Éthiopie aux ports érythréens, ce n'est pour l'instant qu'un projet.

Depuis la normalisation des relations, le nombre d'Érythréens traversant la frontière éthiopienne n'a pas diminué.

Ils sont plusieurs dizaines de milliers, cette année, à avoir fui leur pays natal et la répression du régime autoritaire d'Issayas Afewerki.

Lequel ne montre aucun entrain à la réconciliation.

Source : RFI

Pour l'ONU, la situation des droits de l'homme en Érythrée est toujours alarmante

3 juillet 2019

La situation en Érythrée était à l'ordre du jour du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, ce mardi 2 juillet à Genève. La nouvelle rapporteure spéciale, la Chilienne Daniela Kravetz, a présenté son rapport annuel.

Les libertés civiles et politiques continuent d'être bafouées en Érythrée, malgré les promesses de l'accord de paix signé en juillet 2018 avec l'Éthiopie. Incarcérations au secret, disparitions forcées, encasernement de la jeunesse, rien n'a changé dans ce pays fermé de la Corne de l'Afrique, selon Daniela Kravetz.

Dirigée d'une main de fer par le président Issaias Afeworki depuis son indépendance en 1993, l'Érythrée figure systématiquement dans les dernières places des classements internationaux en matière de libertés politiques, d'expression ou de respect des droits de l'homme.

Source : RFI

Ebola en RDC : l'état d'"urgence" sanitaire mondiale est déclaré

18 juillet 2019

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a élevé mercredi l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola au rang d'"urgence" sanitaire mondiale, trois jours après l'apparition d'un premier cas à Goma, grande ville de l'est de la République démocratique du Congo, frontalière du Rwanda.

L'OMS a demandé à la communauté internationale de "redoubler d'efforts". Les experts de l'OMS réunis à Genève ont exprimé leur déception au sujet des retards dans le financement de l'aide. L'épidémie actuelle est la dixième depuis 1976 en RDC et la deuxième plus grave dans l'histoire d'Ebola, après l'épidémie qui a frappé l'Afrique de l'Ouest en 2014-2016.

L'épidémie a déjà tué 1.668 personnes dans les zones reculées et conflictuelles du Nord-Kivu en près d'un an. Le cas diagnostiqué à Goma dimanche après-midi a provoqué un nouvel électrochoc chez les "acteurs" de la riposte anti-Ebola, confrontés depuis un an à de nombreux défis (résistance d'une partie de la population, violences armées).

Peuplée d'un à deux millions d'habitants, posée à la frontière avec le Rwanda et voisine de l'Ouganda, Goma est un carrefour dans cette région en crise depuis 25 ans. La ville dispose de liaisons aériennes avec l'Ouganda, l'Éthiopie et Kinshasa.

Le Comité d'urgence de l'OMS a reconnu qu'il y avait une pénurie de vaccins. Il a recommandé à l'OMS de demander un effort aux Etats et aux laboratoires.

C'est la grande différence avec les précédentes épidémies : 163.533 personnes ont été vaccinées, selon le ministère de la Santé.

Source : AFP

Infrastructures en RDC : Tshisekedi pourra-t-il réaliser son programme d'urgence?

17 juillet 2019

Dans le cadre de 100 jours de son accession au pouvoir, Félix Tshisekedi avait lancé plusieurs chantiers. Près de six mois plus tard, certains de ces chantiers n'avancent pas, comme à Kinshasa, où des chantiers traînent en longueur tout en bloquant la circulation.

Six mois après l'accession de Félix Tshisekedi à la présidence, on est encore loin des réalisations promises, notamment en province, où des routes restent en mauvais état.

Ce qui est à l'origine des retards enregistrés serait l'absence de gouvernement, le manque de moyens financiers, ou même l'opacité dans la gestion des projets déjà existants.

Source : RFI

République Démocratique du Congo : après le conflit foncier à Budjala, les déplacés manquent de tout

15 juillet 2019

Dans la province du Sud-Ubangui en RDC, un conflit foncier local a dégénéré et fait au moins une dizaine de morts, plus de 3000 personnes déplacées près de la ville de Budjala, début juin. Plusieurs villages situés ont été incendiés, provoquant la fuite de centaines de familles dans la forêt. Un mois plus tard, la société civile s'alarme de l'absence quasi totale d'aide humanitaire.

Source : RFI

Centrafrique : un « désastre écologique » dans la zone de Bozoum

15 juillet 2019

Des compagnies minières chinoises responsables « d'un désastre écologique dans la région de Bozoum » au nord-ouest de Bangui, c'est ce que dénonce un rapport parlementaire publié samedi 13 juillet.

Ce rapport, établi à la suite des plaintes des populations, dénonce à la fois la pollution engendrée par 4 compagnies chinoises, la complicité des responsables locaux et les violences contre les populations, commises par les forces armées centrafricaines qui protègent les exploitants.

Ce rapport n'est pas le premier et les dénonciations d'abus commis par les compagnies minières en Centrafrique sont récurrentes. Depuis 2016, le constat est toujours le même à savoir que de nombreuses compagnies minières exploitant l'or en Centrafrique commettent des abus.

Les cas de non-respect des engagements se multiplient, qu'ils soient sociaux comme la construction d'écoles ou de dispensaires ou bien environnementaux comme les problèmes liés à l'utilisation du mercure et du cyanure dans les processus de transformation.

Source : RFI

Centrafrique : il faut que l'État reprenne le pouvoir sur les groupes armés

12 juillet 2019

La Centrafrique recevait vendredi 12 juillet la visite de Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente (sortante) de la Commission européenne.

Elle s'est rendue dans la ville de Bouar avec le président de la République Faustin Archange Touadera. Une visite qui avait notamment pour objet le lancement de projets européens d'appui à la restauration de l'autorité de l'État.

Avec la rénovation du camp Leclerc et la construction d'armureries, le lancement des formations de l'armée en province par l'EUTM (Mission de formation de l'Union européenne) fait partie des projets européens.

500 nouvelles recrues Faca seront formées par l'EUTM en province. C'est une première, cela ne se faisait qu'à Bangui jusqu'à présent. Il s'agit de reconstruire l'armée centrafricaine, y compris en province, et à terme sur l'ensemble du territoire centrafricain, actuellement encore largement dominé par les groupes armés.

Source : RFI

Centrafrique : débuts timides pour l'application de l'accord de paix, la méfiance persiste

10 juillet 2019

La mise en application de l'accord de paix signé il y a plus de cinq mois entre le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés, qui contrôlent toujours 80% du territoire, commence à se concrétiser timidement sur le terrain.

Après la démobilisation d'une centaine de combattants il y a quelques jours, le groupe armé UPC du général Ali Darassa a remis ce mardi 9 juillet aux autorités centrafricaines les bâtiments de la gendarmerie de Ngakobo, qu'ils occupaient depuis des années.

Le tout, au cours d'une cérémonie en grande pompe, en présence notamment des représentants de la Minusca et de l'Union africaine. Cette restitution se veut un symbole de la volonté de l'UPC de mettre en application l'accord de paix de Khartoum, assure son porte-parole Ali Moussa.

Mais ce groupe armé devrait en rester là pour le moment. « *Nous avons fait un premier pas et nous attendons que les autres fassent la même chose avant d'aller plus loin* », prévient-il. Une méfiance partagée par toutes les parties signataires.

D'abord entre les groupes armés : chacun a peur de se retrouver en position de faiblesse.

Méfiance aussi envers le gouvernement centrafricain, sommé de mettre d'abord en place les Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) qui vont contribuer à la sécurisation du pays.

Elles doivent être composées pour 60% de combattants issus des groupes armés, pour 40% de combattants issus des FACA (Forces armées centrafricaines légitimes).

Le pouvoir centrafricain, qui estime de son côté avoir rempli sa part du contrat en mettant en place le gouvernement élargi aux groupes armés, exige qu'ils se prêtent d'abord au désarmement avant la mise en place des USMS, comme prévu par l'accord de paix.

Source : RFI

Soudan : les pourparlers prévus ce vendredi 19 juillet entre la contestation et le pouvoir militaire reportés

19 juillet 2019

« Nous avons besoin de davantage de consultations pour parvenir à une position unifiée », a déclaré à l'AFP Omar al-Digeir, un dirigeant de la contestation. Un autre leader du mouvement, Siddig Youssef, a lui aussi confirmé la suspension des discussions.

Aucune nouvelle date n'a été évoquée.

Les généraux au pouvoir au Soudan et les meneurs de la contestation ont conclu cette semaine un accord crucial sur le partage du pouvoir.

Les deux parties ont convenu de former un Conseil souverain composé de 5 militaires et 6 civils qui mènera pendant un peu plus de trois ans la transition.

Mais les négociations doivent encore résoudre des questions épineuses pour arriver à une "déclaration constitutionnelle".

Selon des médecins liés au mouvement de contestation, 246 personnes ont été tuées depuis le début des manifestations.

Déclenché le 19 décembre 2018 par le triplement du prix du pain, ce mouvement de protestation inédit s'est rapidement transformé en contestation contre M. Béchir, destitué par l'armée en avril, puis il a visé les généraux ayant pris le pouvoir au sein du Conseil militaire.

Ces derniers insistent pour que les représentants militaires dans le futur Conseil souverain bénéficient d'une "immunité totale" dans les dossiers liés aux violences contre les manifestants. Or, les meneurs de la contestation s'y opposent.

Source : AFP

Soudan du Sud : le HCR exhorte les dirigeants à instaurer une paix durable

9 juillet 2019

Au 8^e anniversaire de l'indépendance du Soudan du Sud, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a appelé les dirigeants à intensifier leurs efforts pour mettre fin à ce qui est devenu la plus grande crise de déplacements de population en Afrique.

Pour le HCR, l'Accord de paix revitalisé, signé par les belligérants le 12 septembre 2018, a jeté les bases de la paix. Même si des progrès ont été réalisés, l'agence onusienne estime que « la paix est loin d'être certaine », avec « des zones de tension essentielles non résolues ».

La crise a touché de manière disproportionnée les enfants, qui représentent près des 2/3 de la population de réfugiés. « Il est essentiel que les jeunes Sud-Soudanais - y compris les réfugiés - aient accès à une éducation adéquate et puissent s'épanouir pleinement afin que le Soudan du Sud devienne une nation prospère et pacifique ».

Selon le HCR, plus de 2,3 millions de Sud-Soudanais sont actuellement réfugiés dans des pays voisins, tandis que 1,9 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays.

Le HCR et ses partenaires ont demandé cette année 1,4 milliard de dollars pour fournir une aide humanitaire aux réfugiés.

Source : ONU

Gambie : marche contre la multiplication des viols

5 juillet 2019

Une semaine après les révélations de Human Rights Watch sur la prédation sexuelle de l'ancien président Yahya Jammeh, la société civile gambienne se mobilise. Toufah Jallow, qui accuse publiquement de viol l'ancien dictateur, est la figure de proue de ce mouvement, #IamToufah, lancé conjointement avec l'association gambienne des droits de l'homme TANGO.

Plus d'une centaine de personnes ont défilé ce jeudi 4 juillet sur Kairaba avenue, avant de se réunir pour des prises de parole. Le mouvement contre les violences sexuelles a reçu le soutien du gouvernement. En témoigne l'autorisation de manifester - chose rare - et les communiqués du ministre de la Justice qui encouragent les victimes à s'exprimer.

Source : RFI

Le FMI renoue avec le Congo-Brazzaville

12 juillet 2019

Le Fonds monétaire international a annoncé, ce jeudi, qu'il allait accorder 448,6 millions de dollars sur trois ans au Congo-Brazzaville pour relancer l'économie du pays, tout en souhaitant une meilleure « transparence » de ses comptes publics. Un résultat obtenu au terme de plus de deux ans de discussions difficiles.

Tous les six mois, le Fonds monétaire international va vérifier si le pays respecte bien les conditions qu'il a acceptées, avant de déboursier de nouvelles tranches de son prêt. Ces

conditions sont, entre autres, la poursuite de la réduction du déficit budgétaire, la transparence des dépenses publiques, l'élargissement de l'assiette fiscale et la lutte contre la corruption.

Source : RFI

Une partie des pays d'Afrique de l'Ouest prêts à adopter l'éco en 2020

9 juillet 2019

Les pays d'Afrique de l'Ouest qui respectent les critères de convergence devront se prononcer ensemble pour savoir s'ils adoptent dès 2020 l'éco comme monnaie commune, a déclaré le président ivoirien Alassane Ouattara à l'issue d'un entretien avec Emmanuel Macron.

"Les chefs d'Etat de la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) ont décidé qu'ensemble, à 15, nous allons mettre en place une nouvelle monnaie qui s'appelle l'éco. A terme le franc CFA s'appellera l'éco", a indiqué M. Ouattara.

"On espère que ça pourra se faire le plus tôt possible, c'est le vœu des populations".

Mais tous ne pourront adopter cette nouvelle monnaie en 2020, a souligné le président ivoirien. "Cela dépend de la volonté de chaque Etat. La Côte d'Ivoire respecte les critères de convergence pour 2020, d'autres les respectent, mais de nombreux pays ne les respectent pas".

14 pays africains regroupant 155 millions de personnes (dont 12 anciennes colonies françaises), et qui constituent deux unions monétaires distinctes, utilisent toujours le franc CFA comme monnaie officielle.

Source : AFP

Lac Tchad : appel à poursuivre le plan d'action contre l'insécurité

19 juillet 2019

Le Forum sur la stratégie régionale du bassin du Lac Tchad contre Boko Haram a pris fin ce vendredi 19 juillet à Niamey, au Niger. Cette réunion, qui regroupe les huit gouverneurs des zones concernées par la nébuleuse Boko Haram au Nigeria, au Cameroun, au Niger et au Tchad, recommande aux participants de poursuivre l'exécution du plan d'action contre l'insécurité.

Depuis dix ans, la région du lac Tchad est en proie à l'insécurité. Plus de deux millions et demi de personnes ont fui la zone. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (Ocha), plus de 10 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire dans toute la zone.

Source : RFI

G5 Sahel : l'ONU et l'Union Africaine demandent le soutien du Conseil de sécurité, pendant que l'UE augmente son financement

10 juillet 2019

Début juillet, 1 130 participants issus de 185 pays étaient à Nairobi pour une conférence sur le contre-terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent en Afrique. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres et le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, en ont profité pour lancer un plaidoyer en faveur du G5 Sahel.

Le G5 Sahel est un contingent de 5 000 Mauritaniens, Maliens, Burkinabè, Nigériens et Tchadiens déployé pour combattre le terrorisme. Le constat est amer : les terroristes sont loin d'être vaincus. Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, a directement pointé du doigt le Conseil de sécurité de l'ONU, qui semble indifférent.

Selon l'UA, « maintenant le Ghana, le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire disent que le terrorisme arrive à leurs frontières ». En mars, le Conseil de sécurité a autorisé un partenariat avec la force de maintien de la paix Minusma (au Mali) qui fournit désormais une aide en transport, carburant et rations alimentaires. Trop insuffisant, selon les pays africains.

Pendant ce temps, préoccupée par la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire dans l'espace G5 Sahel, l'Union européenne envisage un renforcement des capacités des forces armées de chaque pays, selon Alpha Barry, le ministre burkinabè des Affaires étrangères.

Federica Mogherini, Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, a annoncé une aide supplémentaire à la force conjointe du G5 Sahel : 138 millions d'euros additionnels.

Au sujet du développement de la région, la situation du Sahel sera au cœur du prochain sommet du G7, qui se déroulera du 24 au 26 août 2019, à Biarritz. Les 7 pays les plus riches de la planète veulent concentrer l'aide publique et privée sur les pays "qui en ont le plus besoin", à commencer par le Sahel.

Le président Emmanuel Macron a invité à Biarritz du 24 au 26 août les représentants du G5-Sahel, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, plus le Sénégal. La priorité des investissements selon le G7 doit aller à l'éducation, en particulier celle des filles, qui a fait le 5 juillet l'objet d'une réunion des ministres de l'Education du Sahel et des 7.

L'insécurité au Sahel est cependant un obstacle majeur au développement, donc à l'accès aux écoles, a reconnu Jean-Yves Le Drian : "Aujourd'hui, on a 9 milliards d'euros sur la table et 600 projets, dont certains dans des zones à risque", qui attendent leur mise en œuvre. "Ce qui suppose de mener les deux axes – sécurité et développement – en même temps".

Sources : RFI, France Info

Éducation des filles : la sécurité d'abord, plaide l'Unicef

5 juillet 2019

Pour encourager l'éducation des filles, il faut surtout assurer "leur sécurité à l'école et en chemin", a souligné vendredi à Paris la directrice générale de l'Unicef, Henrietta Fore, en marge d'une réunion du G7 avec les pays du Sahel.

"Dans certains pays d'Afrique, les filles n'ont même pas la possibilité de se rendre en sécurité à l'école".

"Mais nous avons aussi une responsabilité plus générale qui est de protéger les filles de toutes formes de violence, y compris dans la cour de récréation".

Selon un rapport de l'Unicef publié en septembre 2018, à l'échelle mondiale, la moitié des élèves âgés de 13 à 15 ans, soit environ 150 millions d'enfants, rapportent qu'ils ont été victimes de violence entre pairs à l'école ou à ses abords et un écolier sur trois dit qu'il a été la cible d'intimidation ou mêlé à des bagarres.

Ces données ne comprennent pas les attaques délibérées de belligérants contre des établissements scolaires : le rapport cite ainsi 396 attaques recensées en 2017 contre des écoles en République démocratique du Congo, 67 en Syrie et 20 au Yémen.

En Afghanistan, le nombre d'attaques contre des écoles a presque triplé entre 2017 et 2018, passant de 68 à 192, a révélé l'Unicef en mai.

Henrietta Fore déplore par ailleurs le manque d'intérêt de nombreux pays pour l'éducation des filles.

Source : AFP

Nigéria : Lagos, l'une des villes les plus dynamiques du monde, s'enfonce dans les eaux

10 juillet 2019

Lagos, la ville "des lacs" d'Afrique de l'Ouest, est sous la menace constante de l'érosion côtière, aggravée par le besoin de toujours plus d'espace pour loger ses 20 millions d'habitants, et de sable pour construire ses centaines de milliers de bâtiments.

L'Océan Atlantique avance sur les côtes de l'ouest du continent de 1 à 4 mètres par an, selon un rapport de la Banque Mondiale (BM, mars 2019), détruisant tout sur son passage.

Avec un coût considérable pour l'économie des pays concernés.

Lagos s'enfonce dans les eaux. Cœur économique du Nigeria, c'est l'une des villes les plus dynamiques et les plus peuplées au monde. Mais les logements et les terrains constructibles manquent pour héberger les centaines de milliers de nouveaux arrivants.

Source : AFP

Au Nigeria, des manifestations contre les abus de milices d'auto-défense

2 juillet 2019

Près de 2000 personnes ont manifesté à Maiduguri (nord-est), épice de l'insurrection jihadiste de Boko Haram au début des années 2000. Cette manifestation visait à dénoncer les dérives de certaines milices d'auto-défense.

Pour rappel, ces milices ont été mises sur pied en 2013. À l'origine, ces groupes étaient formés de volontaires, prêts à chasser les éléments de Boko Haram. Ces comités de vigilance sont devenus des milices civiles, souvent difficiles à contrôler, mais qui servent de force supplétive aux côtés des forces de sécurité.

Tout est parti de la mort d'un conducteur de moto-taxi... Ensuite, des jeunes ont manifesté pour réclamer l'interdiction de ces milices. Plusieurs experts expriment leur inquiétude concernant le statut flou de ces groupes, qui apportent leur aide dans la lutte contre Boko Haram, mais dont les méthodes sont parfois contestables.

Source : RFI

Mali : une plateforme anticorruption porte plainte contre 8000 fonctionnaires

15 juillet 2019

La Plateforme contre la corruption et le chômage au Mali (PCC), regroupant notamment des associations maliennes, a porté plainte contre près de 8 000 agents de l'État malien qui, selon elle, ne sont pas en conformité avec la loi.

Ils sont fonctionnaires, élus, présidents d'institution... Au total, la Plateforme contre la corruption et le chômage porte plainte contre 8 000 agents de l'État malien dans le cadre de sa croisade contre la mauvaise gouvernance.

Pour Clément Dembélé, le président de la plateforme, la corruption est le principal frein au développement du Mali : « Quand on compile les rapports, celui de la Banque mondiale, du FMI, le vérificateur général, Agency Transparency, on tombe sur le montant de 250 milliards de francs CFA détournés [380 millions d'euros] chaque année au Mali ».

Source : RFI

Mali : Bamako croule sous les déchets

12 juillet 2019

Au Mali, les pouvoirs publics n'arrivent plus à assurer l'assainissement correct de Bamako et la situation est plutôt critique. 1600 tonnes d'ordures jonchent chaque jour les rues de la capitale malienne. En cette période de pluies, les immondices empêchent l'eau de circuler, causant parfois des drames.

Les 200 employés de la voirie sont impuissants. Il n'y a pas de structure d'assainissement et aucune décharge finale. Une société marocaine d'assainissement, Ozone Mali, a depuis

quelques années un contrat de ramassage et de traitement des ordures. Mais l'État malien lui doit près de 20 milliards de francs CFA.

Source : RFI

Signature d'un accord transfrontalier entre le Burkina Faso et le Niger

12 juillet 2019

L'accord-cadre met l'accent sur le développement local des collectivités contiguës. Cet accord est présenté comme un instrument de lutte contre l'insécurité et pour le développement. Il permettra de dérouler, de façon concertée et commune, des projets de développement de part et d'autre de la frontière entre les deux pays.

Des deux côtés de la frontière, on retrouve parfois les mêmes populations et les mêmes langues. Sur le plan sécuritaire, ces populations nigériennes et burkinabè pourront mettre en place leur police de proximité. Cette police pourrait travailler, sans entrave, dans l'un ou l'autre pays le long de la frontière.

Source : RFI

Algérie : la contestation pas dupe des manœuvres du pouvoir autour de la CAN

18 juillet 2019

En organisant un "pont aérien" pour emmener les supporters des Fennecs en Égypte (la finale a lieu en Égypte), le pouvoir algérien semble espérer se réconcilier avec une population qui réclame son départ depuis cinq mois. Mais les protestataires disent n'être pas dupes.

Malgré le match, le mouvement inédit de contestation qui agite l'Algérie depuis le 22 février reste mobilisé pour un 22^e vendredi de manifestations hebdomadaires demandant le départ des dirigeants hérités des 20 ans de présidence d'Abdelaziz Bouteflika, contraint à la démission le 2 avril.

Les supporters pourraient profiter de la tribune offerte par la finale de la CAN-2019 pour exprimer leurs revendications, alors que le président par intérim Abdelkader Bensalah sera présent dans le stade.

Les manifestations de vendredi devraient à nouveau mobiliser fortement. "Même si des supporters partiront (au Caire), il en restera toujours assez pour manifester le vendredi. Puis le soir après le match", rappelle à l'AFP l'ancienne star du football algérien Ali Fergani, devenu analyste sportif.

Malgré la CAN, de nombreux Algériens rappellent que la plus grande victoire algérienne serait le départ du pouvoir. "On aimerait bien gagner la 2e Coupe d'Afrique (de l'histoire de l'Algérie), mais ce n'est qu'un jeu, la priorité c'est la 2e République", rappelle Faradji Mounir sur la page Algérie Debout.

Source : AFP

Tunisie : le pays est frappé par une recrudescence des incendies. La faute au seul changement climatique ?

5 juillet 2019

La Tunisie est frappée par une recrudescence des incendies de Bizerte au Nord à Kairouan dans l'Est. Depuis le mois de mai plus de 500 incendies ont détruit récoltes et forêts. Et la saison des incendies est loin d'être terminée. Le pays est frappé par la sécheresse depuis plusieurs années.

Une tragédie pour ses agriculteurs.

Les associations écologistes dénoncent des actes prémédités et mettent en relief l'insuffisance des ressources humaines dans la surveillance des forêts et des incendies.

Ce manque de moyens est aggravé par le changement climatique.

Source : TV5 Monde

Tunisie : des "dizaines de milliers" de caméras de surveillance pour lutter contre l'insécurité

4 juillet 2019

Des dizaines de milliers de caméras de surveillance seront bientôt installées aux carrefours dans plusieurs villes tunisiennes. Selon les autorités, l'objectif est de lutter contre la criminalité et les agressions.

L'accélération de l'installation de ces caméras intervient après le double attentat suicide à Tunis, jeudi 27 juin, revendiqué par l'organisation jihadiste Etat islamique. Pour autant, les autorités l'ont justifiée par la criminalité et non le terrorisme.

Source : France Info

Maroc : une experte de l'ONU appelle à agir pour lutter contre la discrimination raciale

8 juillet 2019

Le Royaume du Maroc doit mettre en œuvre un plan global pour s'acquitter de ses obligations d'éliminer la discrimination et de parvenir à l'égalité raciale, a déclaré l'experte de l'ONU sur le racisme et les droits humains.

E. Tendayi Achiume a indiqué que les engagements du Maroc resteront lettre morte en l'absence de l'application par le gouvernement d'un cadre juridique et politique national.

Pour l'experte des Nations Unies, la discrimination persistante à l'encontre des communautés Amazigh, groupes autochtones, souligne davantage les carences légales.

Davantage de réformes sont aussi nécessaires afin d'assurer aux migrants et aux réfugiés le droit à l'égalité raciale et le droit à la non-discrimination raciale, estime l'experte onusienne.

« Certains migrants et réfugiés, notamment ceux d'origine noire, sub-saharienne, ont rapporté des incidents de racisme et de stéréotypage xénophobe », a-t-elle précisé.

Mme Achiume a également émis des inquiétudes concernant des informations reçues sur des déplacements forcés, des évictions, et des profilages raciaux et d'autres formes de discrimination contre les populations migrantes et réfugiées.

Source : ONU

AMERIQUES

Les victimes d'agression sexuelle dans l'armée canadienne vont être indemnisées

19 juillet 2019

L'armée canadienne va verser 612 millions d'euros à des victimes d'agressions sexuelles dans l'armée. Le ministère de la Défense va aussi mettre en place des mécanismes pour venir en aide aux victimes.

La somme pourrait représenter plus de 100 000 euros pour certaines victimes.

Les agressions sexuelles sont un problème récurrent dans l'armée canadienne, problème d'ailleurs souligné à plusieurs reprises par des rapports : plus de 900 cas par année sont recensés selon des données.

Source : RFI

Canada : le retour des déchets voyageurs

30 juin 2019

Des déchets en provenance du Canada, qui pourrissaient dans le port de Manille, la capitale philippine, sont revenus en territoire canadien. Leur présence, pendant plus de cinq ans, a presque tourné à l'incident diplomatique entre les deux pays. Et voilà maintenant que ces fameux rebuts serviront à alimenter des maisons de Vancouver en énergie propre.

Une conclusion somme toute banale pour une histoire qui avait pourtant fait grand bruit : transportés aux Philippines en 2013 par une compagnie d'exportation, ces déchets s'accumulaient dans des containers qui avaient été mal identifiés.

Les containers sont ainsi restés dans le port de Manille pendant des années, une situation qui a mis le président philippin en colère au printemps. Les procédures pour rapatrier les déchets se sont accélérées par la suite.

Source : RFI

Tweets racistes : Merkel fait la leçon à Trump sur la grandeur de l'Amérique

19 juillet 2019

La chancelière allemande a jugé vendredi avec une rare véhémence que Donald Trump avait porté atteinte à "la grandeur de l'Amérique" avec ses propos attaquant des élues démocrates issues de l'immigration.

"Je veux fermement me distancier (de ces attaques) et je suis solidaire des femmes attaquées", a insisté lors de sa traditionnelle conférence de presse estivale Angela Merkel, qui entretient déjà des relations difficiles avec le président américain.

La chancelière a relevé que ce qui faisait la force des Etats-Unis c'est justement "que des gens de différentes nationalités constituent le peuple américain".

Dès lors, les attaques de Trump contre quatre élues démocrates sont "quelque chose qui va à l'encontre de la grandeur de l'Amérique".

Les critiques vendredi de Mme Merkel s'ajoutent à celles de nombreux responsables américains mais aussi de dirigeants étrangers, outrés de la manière dont Trump a appelé des élues au Congrès, issues de l'immigration, à retourner dans leur pays d'origine, au motif qu'elles "haïssent" les Etats-Unis et "se plaignent constamment", selon lui.

"C'est ignoble. C'est lâche. C'est xénophobe. C'est raciste. Cela souille la fonction présidentielle", a réagi la sénatrice démocrate Kamala Harris, candidate à la succession de Donald Trump. Du côté des républicains quelques voix se sont élevées, mais les ténors du parti ont fait bloc, minimisant la portée des propos du président.

Le Congrès américain bloque une vente d'armes à Ryad, un revers pour Trump

18 juillet 2019

La Chambre des représentants (dominée par les démocrates) a approuvé mercredi le blocage d'une vente d'armes d'une valeur de plus de 8 milliards de dollars à l'Arabie saoudite et à d'autres alliés, un revers pour Donald Trump, qui devrait maintenant utiliser son droit de veto.

Les élus, dont beaucoup se sont dits horrifiés par l'assassinat l'an dernier du journaliste saoudien Jamal Khashoggi par des agents de son pays, ainsi que par le conflit au Yémen, ont voté pour une série de mesures visant à empêcher cette vente controversée d'armes aux Saoudiens et à leurs alliés jordaniens et émiratis.

Le numéro deux républicain de la commission des Affaires étrangères de la Chambre, Michael McCaul, a critiqué mercredi le résultat "dangereux" du vote de la chambre, mettant en avant "le déploiement des tentacules iraniens" dans le Moyen-Orient.

"Si nous les laissons y parvenir, l'instabilité sera de mise et la sécurité de nos amis, comme Israël, sera menacée".

La coalition menée par l'armée saoudienne intervient depuis 2015 dans la guerre au Yémen contre les rebelles Houthis soutenus par Téhéran, ennemi commun de Ryad et Washington.

Depuis l'intervention de la coalition, le conflit a fait plus de 10.000 morts et provoqué "la pire crise humanitaire au monde", avec des millions de personnes au bord de la famine, selon l'ONU. Le rôle de l'Arabie saoudite dans les exactions commises contre les civils yéménites est régulièrement dénoncé.

Source : AFP

Le narcotrafiquant "El Chapo" condamné à la perpétuité

17 juillet 2019

Le narcotrafiquant mexicain Joaquin Guzman, alias "El Chapo", a été condamné mercredi par un juge de New York à la perpétuité.

Les avocats du narcotrafiquant le plus puissant depuis la fin du règne du Colombien Pablo Escobar, en 1993, ont déjà annoncé qu'ils feraient appel de cette condamnation.

Considéré comme le narcotrafiquant le plus puissant au monde, Joaquin Guzman a acheminé aux Etats-Unis au moins 1.200 tonnes de cocaïne sur un quart de siècle. Malgré son arrestation, l'organisation continue d'acheminer la majorité de la drogue qui entre aux Etats-Unis.

Durant le procès, l'accusation a montré que le Mexicain avait ordonné l'assassinat ou mis lui-même à mort au moins 26 personnes, parfois après les avoir torturées. Il s'agissait d'informateurs, trafiquants issus d'organisations rivales, policiers, collaborateurs voire même des membres de sa propre famille.

Mercredi, le juge a aussi ordonné la saisie de 12,6 milliards de dollars, ce qui correspond, selon le procureur, aux gains tirés du trafic de drogue. A ce jour, la justice américaine n'en a pas vu le moindre centime.

Selon l'enquête, plusieurs centaines de millions de dollars auraient pourtant transité par le système bancaire et El Chapo aurait également investi dans une compagnie d'assurance située aux Etats-Unis.

Source : AFP

États-Unis : le déficit commercial continue de s'aggraver

4 juillet 2019

Le déficit commercial américain ne cesse de croître malgré les mesures protectionnistes de Donald Trump.

Le déficit commercial des États-Unis pour le mois de mai s'élevait à 55,5 milliards de dollars, soit une hausse de 8,4% par rapport au mois d'avril.

Le département américain du Commerce pointe deux raisons pour expliquer ce rebond : une hausse importante des importations de véhicules et un déficit commercial record avec le Mexique.

La tendance est la même avec son autre partenaire commercial, le Canada.

Quant à la Chine, pays avec lequel les États-Unis sont engagés depuis plusieurs mois dans une guerre commerciale, le déficit a en revanche progressé plus légèrement.

Quoi qu'il en soit, ces chiffres tombent mal pour le président américain, lancé dans une nouvelle campagne électorale. Ils montrent que sa politique protectionniste ne donne pas de résultats, alors que Donald Trump a fait de la réduction de ce déficit une priorité de son mandat.

Source : RFI

États-Unis : Facebook va devoir payer une amende de 5 milliards de dollars

13 juillet 2019

Le réseau social Facebook va devoir verser 5 milliards de dollars, une amende record, aux autorités américaines. Le plus grand réseau social du monde a commis des manquements en matière de protection des données de ses 2,7 milliards d'utilisateurs.

L'amende, la plus grosse jamais infligée aux États-Unis à une entreprise du numérique, devrait pourtant à peine égratigner la santé financière de Facebook. Facebook est un mastodonte à la santé insolente, avec 55 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2018, dont 22 milliards de bénéfices. C'est l'équivalent de la richesse annuelle d'un pays comme le Sénégal.

Depuis le scandale des fuites de données vers la firme britannique Cambridge Analytica en 2018, Facebook est sous le feu des critiques aux États-Unis et dans plusieurs pays. Certains, comme le cofondateur du réseau Chris Hughes, appellent même au démantèlement de ce géant devenu surpuissant.

Source : RFI

Affaire Epstein / trafic sexuel de mineures : le financier américain aurait tenté d'acheter des témoins

13 juillet 2019

Le *New York Times* révèle ce samedi 13 juillet que le financier américain Jeffrey Epstein, inculqué pour exploitation sexuelle de mineurs, a versé 350 000 dollars à deux personnes pour éviter qu'elles témoignent.

Chaque jour qui passe apporte son lot de surprises dans l'affaire du financier américain Jeffrey Epstein, inculqué pour exploitation sexuelle d'une dizaine de mineures. Entre autres, on apprenait la démission du secrétaire américain au Travail Alex Acosta, mis en cause pour sa gestion de l'affaire lorsqu'il était procureur de Floride en 2008.

Ce samedi, le *New York Times* accuse le financier américain d'avoir acheté le silence de deux personnes qui auraient pu témoigner contre lui. Les preuves s'accumulent donc contre Jeffrey Epstein. Les procureurs de Manhattan en charge du dossier réclament son maintien en détention, alors que l'accusé a demandé à être libéré et à rester en résidence surveillée.

Source : RFI

De la Californie à Washington, manifestations contre les "camps de concentration" de migrants

13 juillet 2019

Des milliers de personnes aux USA ont manifesté pour réclamer la fermeture des camps de rétention de migrants, qualifiés de véritables "camps de concentration" par les protestataires. Dix jours auparavant, un audit de ces centres de rétention a dénoncé des conditions de surpeuplement.

Le président Trump avait déclaré que la meilleure solution aux centres de rétention était finalement de ne "pas venir" aux États-Unis.

Donald Trump, qui espère être réélu l'année prochaine, a multiplié pendant son mandat les mesures pour lutter contre l'immigration illégale.

Le vice-président américain, Mike Pence, s'est rendu pour sa part au Texas pour dénoncer la crise migratoire venue essentiellement des pays d'Amérique centrale et qui, selon lui, "submerge (le) système" américain.

Source : AFP

Recensement : Donald Trump contraint de reculer sur la question de la nationalité

12 juillet 2019

Le président américain est contraint de reculer sur la question de la nationalité dans le recensement de 2020, suite à la décision de la Cour suprême.

Donald Trump demande à la place à toutes les agences gouvernementales de lui fournir les informations dont elles disposent sur la population étrangère résidant aux États-Unis.

Insérer la question de la nationalité dans le recensement risquait de conduire à une sous-estimation de la population d'origine étrangère, car de nombreuses personnes entrées illégalement dans le pays se cachent, par peur de l'expulsion.

Or, le nombre de sièges à la Chambre des représentants pour chaque État, tous les dix ans, est calculé sur la base de ce recensement. La population d'origine étrangère vote généralement plus en faveur des démocrates. Il s'agissait bien d'un enjeu politique crucial pour Donald Trump.

Source : RFI

Washington envoie de nouveaux renforts à la frontière mexicaine ; règles plus restrictives sur l'asile, que le Mexique conteste

17 juillet 2019

Le Pentagone a annoncé mercredi l'envoi de 1.000 réservistes texans de la Garde nationale et de 1.100 militaires supplémentaires à la frontière mexicaine, dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine.

4500 cents soldats et membres de la Garde nationale se trouvent déjà à la frontière.

L'administration américaine a par ailleurs durci lundi les conditions d'enregistrement des demandes d'asile à la frontière : les candidats doivent désormais les présenter au préalable à un pays tiers.

Le gouvernement mexicain conteste cette décision.

Pour réduire le nombre de migrants sur son territoire, les États-Unis ont déjà décidé au début de l'année de renvoyer au Mexique les demandeurs d'asile, le temps que leur dossier soit

examiné pas la justice américaine. Depuis février dernier, 18 000 migrants ont déjà été reconduits du côté mexicain de la frontière.

Washington a supprimé en mars ses aides au "Triangle du Nord" centroaméricain (Salvador, Guatemala et Honduras), à la demande de M. Trump qui les accuse de ne "rien" faire pour empêcher les migrants d'aller aux Etats-Unis.

La misère dont souffrent les habitants de ces 3 pays et la violence des gangs criminels poussent chaque année des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à chercher une vie meilleure aux Etats-Unis.

Sources : Reuters, RFI, AFP

Cuba : après les sanctions américaines, baisse du tourisme sur l'île

13 juillet 2019

Depuis la mise en place des sanctions américaines, les touristes sont de moins en moins nombreux à Cuba. Donald Trump a interdit sur l'île les voyages de groupes, les bateaux de croisière, de pêche et de plaisance ainsi que l'aviation privée.

À La Havane, la baisse de fréquentation se fait déjà durement ressentir par les travailleurs indépendants du secteur touristique.

Les gérants d'hôtels, restaurants, les guides et les conducteurs de taxis s'inquiètent.

À Cuba, le tourisme est la deuxième activité économique.

Source : RFI

Petrocaribe : en Haïti, deux magistrats victimes de menaces quittent le pays

28 juin 2019

Deux magistrats qui travaillent sur le dossier Petrocaribe ont temporairement quitté le pays face aux menaces dont ils font l'objet.

Pour rappel, les fonds Petrocaribe sont une aide que le Venezuela a transmise à Haïti entre 2008 et 2016 en marge des achats de carburants.

La Cour des comptes haïtienne a établi que les 2 milliards de dollars de prêt ont été mal gérés, gaspillés, sinon même détournés par les différentes administrations. Une entreprise de l'actuel président est épinglée dans les rapports des juges qui font donc aujourd'hui face à d'importantes pressions.

Mais la Cour supérieure des comptes va-t-elle pouvoir achever son enquête sur la gestion des fonds Petrocaribe ? Assurément, le départ à l'étranger de 2 de ces 9 conseillers entrave ce travail. Car ils ont été la cible de pressions et d'intimidation, et ces juges ont donc préféré s'éloigner temporairement avec leur famille.

Sans assez de sécurité, la Cour déplore toujours un manque de moyens pour finaliser cette masse de travail. Il s'agit d'analyser près d'une décennie de contrats signés par l'État haïtien. Si ses

deux premiers rapports publiés en janvier et en mai ont déjà établi une large liste de présumés corrompus et corrupteurs, il reste encore près d'1/4 des projets Petrocaribe à analyser.

Source : RFI

La République dominicaine sous la menace d'une "épidémie" de dengue

18 juillet 2019

En République dominicaine, les médecins mettent en garde contre les ravages du virus, mais les autorités refusent de parler d'"épidémie".

Les chiffres du bulletin du ministère de la Santé sont alarmants : 3.433 cas de dengue ont été recensés entre janvier et juin dans ce pays qui compte 10 millions d'habitants.

Et les premiers touchés sont les enfants. Le mode de transmission est similaire à celui du paludisme : des femelles moustiques s'infectent en piquant une personne porteuse du virus, qu'elles inoculent ensuite à d'autres humains. Fièvre, nausées, courbatures et vomissements sont les symptômes les plus courants.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé, la moitié de la population mondiale est aujourd'hui exposée au risque de cette maladie qui est moins meurtrière que le paludisme mais peut entraîner de graves complications.

Source : AFP

Équateur : les autorités décrètent l'état d'exception dans le nord du pays

2 juillet 2019

Les autorités équatoriennes ont annoncé mardi 2 juillet avoir déclaré l'état d'exception dans une partie de la province d'Imbabura, située dans le nord du pays, pour mettre fin aux activités illégales et lutter contre les groupes armés.

1200 policiers et 1500 militaires, accompagnés par 20 procureurs, sont arrivés à 4h30 du matin dans la province d'Imbabura, en proie à des violences récurrentes. Selon la presse équatorienne, la zone est devenue incontrôlable, ce qui a poussé le président Lenin Moreno à émettre le décret 812 déclarant l'état d'exception.

Celui-ci permet aux forces de l'ordre d'opérer des perquisitions sans autorisation préalable, et suspend la liberté de circuler, d'association et de réunion.

Homicides, exploitation sexuelle, traite de personne, évasion fiscale et blanchiment d'argent...

Dans cette zone minière, proche d'un gisement d'or, les activités illégales se sont multipliées. Cette manne et cette impunité ont également attiré des groupes armés. En 2018, les autorités équatoriennes ont désarticulé 92 bandes criminelles et arrêtées plus de 800 personnes.

Source : RFI

Venezuela : pouvoir et opposition font état de progrès dans leurs discussions

19 juillet 2019

Les délégations du gouvernement de Nicolas Maduro et de l'opposition vénézuélienne ont annoncé jeudi qu'elles progressaient dans leurs pourparlers à La Barbade visant à résoudre la crise politique au Venezuela.

Mardi dernier, l'Union européenne, qui soutient Juan Guaido, a menacé d'imposer de nouvelles sanctions au pouvoir de Nicolas Maduro si les négociations en cours ne débouchaient sur aucun "résultat concret".

L'opposition déclare que son objectif est d'obtenir le départ de M. Maduro et de nouvelles élections. Elle considère que le nouveau mandat entamé en janvier dernier est illégitime parce qu'il résulte d'une élection présidentielle faussée selon elle par la fraude.

Mais Nicolas Maduro refuse catégoriquement de démissionner. Selon lui, les pourparlers inter-vénézuéliens doivent aboutir à une "coexistence démocratique" entre le pouvoir qu'il dirige et l'opposition.

Il appelle à mettre fin à ce qu'il appelle le "putschisme" de l'opposition et aux plans qu'ont selon lui les Etats-Unis pour mettre la main sur les réserves pétrolières du Venezuela, les plus importantes du monde.

Sous la présidence de M. Maduro, héritier du président Hugo Chavez, le Venezuela s'est enfoncé dans la plus grave crise économique, sociale et politique de son histoire moderne. Plus de quatre millions de Vénézuéliens se sont exilés en raison de cette crise, selon l'ONU.

M. Maduro attribue cette situation à la "guerre économique" menée selon lui par les Etats-Unis, qui veulent son départ du pouvoir et ont adopté contre le Venezuela des sanctions économiques incluant un embargo pétrolier.

Source : AFP

Le Nicaragua en crise célèbre le 40^e anniversaire de la révolution sandiniste

19 juillet 2019

Le Nicaragua célèbre vendredi le 40^e anniversaire de la révolution sandiniste alors que le pays est plongé depuis plus d'un an dans une crise politique et économique, bien loin de la ferveur qui a présidé au renversement de la dictature des Somoza, au pouvoir depuis 1936.

Si les Nicaraguayens évoquent avec nostalgie les idéaux de cette époque, ils sont nombreux à constater avec désenchantement que le jeune guérillero sandiniste d'alors, Daniel Ortega, aujourd'hui âgé de 73 ans, s'accroche au pouvoir en n'hésitant pas à réprimer dans le sang les manifestations d'opposants.

Des manifestations ont commencé le 18 avril 2018 pour s'opposer à une réforme de la sécurité sociale, abandonnée ensuite. Les manifestants ont cependant très vite réclamé le départ de Daniel Ortega, accusé de népotisme et de corruption, et des élections anticipées.

La répression a été sanglante : les violences politiques ont fait plus de 325 morts et 2.000 blessés. Plus d'un demi-millier d'opposants ont été jetés en prison tandis que des dizaines de milliers de Nicaraguayens ont pris le chemin de l'exil.

La crise a également plongé le pays dans la dépression. Les Nicaraguayens vivant sous le seuil de pauvreté sont ainsi passés de 48 % en 2005 à 25 % en 2016.

Le gouvernement peine à convaincre que la situation est redevenue normale alors que la police anti-émeute est omniprésente dans les secteurs stratégiques.

Source : AFP

Argentine : le directoire du FMI approuve le déblocage d'une nouvelle tranche

13 juillet 2019

Le Fonds monétaire international a approuvé le déblocage d'une nouvelle tranche d'aide de 5,4 milliards de dollars pour l'Argentine, dans le cadre du vaste plan d'aide accordé en 2018.

Cela car l'Argentine fait des efforts pour atteindre les objectifs fixés par le FMI.

Submergée par deux crises monétaires en 2018 ayant fait perdre 50% de sa valeur à sa monnaie, l'Argentine avait appelé le FMI à la rescousse, pour obtenir un prêt de plus de 57 milliards de dollars.

Dans le cadre de ce plan d'aide, le FMI a déjà versé 38,9 milliards de dollars pour sortir l'Argentine de la crise.

Pour 2020, le FMI prévoit une croissance du PIB argentin de 2,2%.

Source : AFP

Factcheck : incohérences des chiffres d'éradication des narco-plantations en Colombie

6 juillet 2019

Le président colombien Ivan Duque a assuré que plus de 80.000 hectares de plantations de coca, matière première de la cocaïne, avaient été éradiqués sous son gouvernement, qui a communiqué des données différentes.

La superficie indiquée par le chef de l'Etat colombien représenterait un record dans l'élimination manuelle - sans fumigations aériennes au glyphosate - des cultures illicites en Colombie, premier producteur mondial de coca et de cocaïne.

Mais selon les chiffres du ministère de la Défense, les narco-plantations sont éradiquées à un rythme bien plus lent.

Ivan Duque a pris ses fonctions en août 2018 en promettant une lutte renforcée contre le trafic de drogue.

Entre 2016 et 2017, la Colombie a atteint un record mondial de superficie plantée d'arbustes de coca. Les Etats-Unis, premier consommateur mondial de cocaïne, ont exigé du gouvernement Duque de plus grands efforts sur ce front.

Le 7 mars 2019, Ivan Duque a demandé à la Cour constitutionnelle de modifier sa décision de 2015 de suspension des fumigations aériennes au glyphosate, herbicide considéré comme cancérigène.

Source : AFP

Au Pérou, l'encombrant "Christ de la corruption" ; l'ex-président péruvien Toledo arrêté aux Etats-Unis en vue d'une extradition

19 juillet 2019

Il surplombe la capitale et était censé "bénir le Pérou". Au lieu de ça, le Christ géant de Lima, financé par Odebrecht, le groupe de BTP brésilien au cœur d'un scandale, est devenu un "symbole de corruption" et beaucoup demandent son retrait.

Le géant brésilien du BTP a distribué pendant plus d'une décennie un total de 788 millions de dollars dans une dizaine de pays latinoaméricains pour remporter des contrats, selon le ministère américain de la Justice (DoJ). Au Pérou, l'entreprise a reconnu avoir versé 29 millions de dollars de pots-de-vin entre 2005 et 2014.

Ces dernières années, le nom d'Odebrecht est devenu synonyme de corruption au Pérou et le dossier éclabousse les quatre derniers présidents. Le dernier en date est Alejandro Toledo (2001-2006), arrêté mardi aux Etats-Unis, où il réside, en vue d'une extradition. Il est soupçonné d'avoir reçu 20 millions de dollars de pots-de-vin de la part d'Odebrecht.

Source : AFP

Brésil : en pleine tourmente, l'ancien juge Sergio Moro se met en retrait

15 juillet 2019

L'ancien juge Sergio Moro, héros de l'anti-corruption au Brésil, prend des vacances en pleine tourmente. Depuis un mois, l'actuel ministre de la Justice du gouvernement de Jair Bolsonaro est inquieté par des révélations qui pointent des irrégularités lorsqu'il était juge, notamment dans l'affaire « Lava Jato » et l'emprisonnement de l'ancien président Lula.

Les Brésiliens sont très divisés au sujet de Sergio Moro, que le président brésilien soutient. Quand Sergio Moro était juge, il est devenu la figure de l'anti-corruption, grâce à l'enquête « Lava Jato ». Il a envoyé derrière les barreaux un grand nombre de dirigeants politiques, dont l'ancien président de gauche Lula da Silva.

La publication par le site *The Intercept* de conversations entre l'ancien magistrat et les procureurs de l'opération « Lava Jato » n'a pas eu beaucoup d'impact sur les soutiens de Sergio Moro. Malgré les révélations de tentatives de manipulation de l'enquête, il reste l'idole d'un grand nombre de Brésiliens.

Source : RFI

Le secteur brésilien de la viande de porc en pleine effervescence

12 juillet 2019

Au Brésil, les exportations de viande de porc sont en plein boom. Alors que la peste porcine africaine décime les cheptels asiatiques, le géant sud-américain augmente ses exportations de près de 30% par rapport à la même période l'an dernier. Une situation inédite pour le pays, qui va devoir adapter son secteur pour augmenter ses exportations.

Source : RFI

Brésil : la déforestation de l'Amazonie a augmenté de 88 % en un an

3 juillet 2019

La déforestation de la partie brésilienne de l'Amazonie a augmenté de 88% en juin par rapport à il y a un an, poursuivant une tendance qui s'est renforcée depuis l'élection du président d'extrême droite Jair Bolsonaro.

La forêt amazonienne, poumon de la planète, se trouve à 60% sur le territoire du Brésil.

Jair Bolsonaro s'est engagé à favoriser le développement de l'Amazonie en l'ouvrant davantage aux investissements agricoles et miniers. Il a promis d'assouplir les réglementations environnementales mises en place par ses prédécesseurs et de réduire les amendes imposées aux exploitants forestiers et aux agriculteurs qui y contreviennent.

Source : Reuters